

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 23 NOVEMBRE
N° 311 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56942
* *

Lire p. 9

LA LUTTE ACTUELLE EN CHINE

BILAN DES ÉLECTIONS PARTIELLES

NOUVELLES DISPUTES EN PERSPECTIVE

Sur l'ensemble des circonscriptions où avaient lieu les législatives partielles, la «majorité présidentielle» a reculé d'environ 8 %, par rapport aux élections de 1973. Fait peut-être plus significatif encore, les deux candidats qui ont été battus dans ses rangs sont précisément des «giscardiens», des membres du parti du président de la République. Si le premier tour avait vu l'UDR tirer son épingle du jeu, avec l'élection de Chirac et de Tibéri, le scrutin d'hier aura permis à deux «centristes», Péronnet et Achille-Fould, de retrouver leurs sièges. Le seul républicain indépendant réélu, Destremau, dans les Yvelines, l'a été de justesse.

La dernière période en aura apporté la preuve éclatante : Giscard d'Estaing a de plus en plus de difficultés à gouverner sa propre majorité. Cela va de la contestation de l'UDR aux revendications des centristes, en passant par la révolte chez les républicains indépendants eux-mêmes. Dimanche soir, les UDR maintenant leur revendication de la mairie de Paris, signifiaient ouvertement que leur «rassemblement» était une offre publique d'achat en direction des autres formations de la «majorité». Les centristes, tout comme le parti de Chirac, envisageaient favorablement un certain nombre «d'élections primaires» pour les municipales de mars et les législatives de 78 : réduits à la portion congrue au sein du gouvernement, ils profiteraient volontiers des difficultés giscardiennes pour s'y tailler une meilleure place. Cependant, les candidats RI à ces dernières élections n'ont cessé eux-mêmes de se

● A droite :

Les Giscardiens grands perdants (- 2 sièges)

● A gauche :

Progression au profit du PS (+ 2 sièges)

plaindre de l'impopularité de leur chef de file, évitant dans leurs campagnes, surtout après le premier tour, de se réclamer de lui. Un des leaders RI, Malaud, naguère célèbre pour ses tentatives d'introduire dans la fonction publique les «interdictions professionnelles» à l'allemande, démissionne de sa fonction : A quand son ralliement au rassemblement chiraquien ? Pas un des membres de la «majorité» s'exprimant dimanche n'a manqué de souligner l'impopularité du plan Barre.

Ainsi, au moment même où il a besoin de toutes les forces de la réaction pour faire appliquer son plan anti-populaire, le président de la République se trouve gravement mis en cause dans sa propre majorité parlementaire : l'absence à l'assemblée nationale d'un parti dominant acquis à la politique et à la personne présidentielle se manifeste chaque jour plus comme un facteur de faiblesse pour Giscard. Et les conclusions tirées par Giscard et Chirac, concernant d'éventuelles législatives anticipées, ne peuvent qu'être contradictoires au vu des derniers résultats.

Suite p. 3

Domfront
(Orne)

1 500 paysans
soutiennent
un fermier
menacé par
un cumulard

Bernard
Busnot
restera à
Malabri !

Voir p. 4

FLERS DE L'ORNE

ECHEC AU RACISME

Flers de l'Orne, en Basse Normandie, le 4 mars 76, un plâtrier de 24 ans, Christian Duchemin tire avec sa 22 long rifle sur un groupe de jeunes Algériens. Il en blesse deux : Boumediene Boufeldja, 29 ans, a la moëlle épinière sectionnée, il restera paralysé à vie ; Seghioeur Ben Mathallah, 20 ans est blessé de deux balles dans le ventre et dans la cuisse. L'événement passe presque inaperçu, Ouest-France en rendra compte deux jours plus tard : quelques lignes sous le titre : «La bagarre tourne au drame». Huit mois plus tard, le 16 novembre 1976, la cour d'Assises de l'Orne juge l'affaire : on fait le procès des Algériens et en particulier des victimes, l'auteur des coups de feu est presque félicité, il est acquitté.

Cette fois, l'événement est largement commenté, «Ouest-France» en parle en première page, Europe N° 1 se déplace à Flers. La scandaleuse clémence des jurés est stigmatisée, mais c'est pour faire le procès des «Flériens» en général. Un journaliste radio dira même : «Il y a du Flérien en chacun de nous». Flérien est devenu synonyme de raciste, c'est bien pratique d'expliquer les choses ainsi, ça dispense de rechercher les vraies causes du racisme et d'épargner les vrais responsables.

Enquête de Serge LIVET

Suite p. 2

ARSENAL DE CRISE

Moyens supplémentaires pour la gendarmerie



Ils préparent l'affrontement avec les travailleurs

Le directeur de la Gendarmerie nationale a annoncé la création en avril 77 de sept pelotons d'intervention rapide, un par région militaire. Ceci dans le but, selon le patron de la gendarmerie «d'accroître, vingt quatre heures sur vingt quatre, la mobilité de cette police, faite par les militaires». Au nombre des missions de ces commandos d'intervention rapide figurent notamment le «maintien de l'ordre» dans les usines occupées, la libération des patrons séquestrés...

Giscard-Hassan :
4 jours de conversations
au Trianon

HASSAN II : 15 ANS DE REGNE 15 ANS D'OPPRESSION

Voir p. 7



En mai 75, Giscard paradant au Maroc

VIE QUOTIDIENNE

FLERS DE L'ORNE



Fiers, c'était dans le passé à la fois une ville industrielle avec le textile et une ville de foires où les paysans du bocage ornaient venaient vendre leurs produits, s'approvisionner, envoyaient leurs enfants recevoir une formation religieuse dans les écoles cléricales. Il y avait donc à Fiers un prolétariat du textile et une bourgeoisie moyenne composée des patrons du textile, des notables ruraux, des gros commerçants et des professions libérales : médecins, notaires, huissiers... Un clergé traditionaliste exerçait son emprise et tentait d'assurer la cohésion de cet ensemble.

Aujourd'hui le textile traditionnel est pratiquement mort, et d'autres industries se sont développées, mais à la diffé-

rence du textile, elles ne se sont pas intégrées dans la ville, à part la fonderie Queruel qui dresse sa hideuse masse métallique dans la ville, qu'elle pollue abondamment.

Philips emploie un millier d'ouvrières dans l'électronique. L'entreprise Cousin travaille pour l'automobile et connaît un développement fulgurant : huit cents ouvriers actuellement. Luchaire est situé à Messei, une commune limitrophe et sous-traite également pour l'automobile, deux mille ouvriers y travaillent.

A Condé sur Noireau à dix kilomètres se trouve Ferodo qui fabrique des garnitures de frein. Ajoutons à cela quelques entreprises de meubles (Lepage) et de bâtiments, une coopérative laitière et

on a un panorama des activités industrielles de Fiers et de ses proches environs. L'ensemble flérien est nettement cloisonné : un centre ville bourgeois et commerçant à l'extérieur des usines et deux cités ouvrières à chaque extrémité : la ZUP du Mont St Michel, la plus ancienne et la ZUP de Bellou à peine achevée cinq kilomètres séparant ces deux cités. Sur la ceinture, des pavillons coquets pour la petite bourgeoisie aisée. Enfin, les harkis ont leur cité réservée, ils y sont parqués depuis quatorze ans.

En ville, les vieux ont eux aussi leurs logements à part : deux immeubles viennent d'être construits d'autres sont en cours de construction. Chacun est à sa place et doit y rester, les Algériens doivent s'opposer entre eux, entre harkis et immigrés, les ouvriers français doivent s'opposer aux ouvriers immigrés, et sur cette division les patrons doivent pouvoir imposer leur loi et empocher leurs profits. Tel est le schéma inscrit dans le développement même de la ville. Tout cela est en train de changer.

Si les vieux harkis pour certains anciens caïds, demeurent dans leur ghetto, les jeunes ont conscience d'être Algériens et sont très liés aux immigrés, certains envisagent de retourner en Algérie, ils sont parfaitement conscients que leurs parents ont été mystifiés et qu'ils sont victimes de la même exploitation et du même racisme que leurs frères immigrés. Récemment, la municipalité et la préfecture ont tenté d'opposer les deux communautés algériennes. Les autorités voulaient expulser Bougalem un ouvrier algérien pour «instabilité» en fait parce qu'il travaillait à l'unité Français-Immigrés. Les harkis ont été sollicités pour signer une pétition contre Bougalem. La manœuvre a échoué, la manipulation ne marche plus.

Il y a à Fiers, près de deux mille immigrés, c'est trop selon le maire Vander Gurcht qui par ses paroles encourage le racisme et l'idée que les immigrés prennent le travail des Français. Mais dans les luttes les plus récentes, on a pu voir chez Lepage, chez Queruel Français-Immigrés au coude à coude.

Chez Luchaire, pour tenter de faire échec aux travailleurs, la direction quand le racisme ne marche plus, utilise d'autres armes. Le patron a créé un syndicat : le SILM, dans lequel il enrôle les harkis. Aux dernières élections professionnelles, le SILM a mordu la poussière.

Les provocations racistes font l'affaire du patronat local qui espère ainsi dresser les travailleurs français contre les travailleurs immigrés. Ces tentatives sont vouées à l'échec, elles sont impuissantes à intimider les immigrés et à empêcher l'union dans la lutte contre l'exploitation des Français et des immigrés.

L'avocat :

«Emmenez-le, je l'ai assez entendu»

Duchemin était bien connu pour sa haine raciste, il avait tenu à maintes reprises des menaces de mort. Son acte était prémédité, puisqu'il avait été chercher sa carabine chez lui pour tirer sur les Arabes. Ça n'empêchera pas le journaliste de «Ouest France» de présenter les faits comme une bagarre d'ivrognes et de présenter les victimes comme des dangereux oisifs «bien connus des services de police». En assises, à Alençon ce sera bien pire. La salle est remplie de racistes venus

soutenir Duchemin. Les défenseurs des accusés présentent les Algériens comme des individus dangereux : «Les Algériens ont le couteau facile à Fiers. Des femmes craignent de sortir le soir». Quand un témoin algérien appelé à la barre prend la parole et tente de dire les faits, l'avocat obtient son départ : «Emmenez-le je l'ai assez entendu».

Par contre, on fait l'éloge de Duchemin : «Un bon tireur, à l'armée il a bien servi la patrie». Et c'est sous

les applaudissements que les jurés acquittent Duchemin uniquement condamné à verser 390 000 F à la victime pour imprudence en manipulant son arme. Quelques jours plus tard Duchemin fait tranquillement son marché à Fiers après huit mois de prison préventive. Un de ses voisins de cellule a parlé avec lui en prison. Duchemin lui a prétendu que quand les flics l'ont arrêté il lui auraient dit : «Domage que tu ne les aies pas descendus, tu vas prendre 15 ans pour ça».

ECHEC AU RACISME

Enquête de Serge LIVET

QUI ENTRETIENT LE RACISME A FLERS

Le racisme ce ne sont pas seulement les brigades des flics, les injures, les discriminations, c'est plus profondément les salaires de misère, les emplois les plus durs, les logements délabrés ou exigus auxquels les étrangers sont voués. Le racisme ça rapporte ! Les étrangers sont employés surtout chez Queruel et chez Luchaire qui passent des contrats directement avec la Turquie pour des contingents de travailleurs turcs, dans le bâtiment, et en général tous les travaux de manœuvres et d'OS, payés au SMIC soit en moyenne mille cinq cents francs par mois.

Un Algérien OQ 1 (ouvrier qualifié) maçon coffreur est payé 9,86 F de l'heure sur le chantier du nouvel hôpital, alors qu'à l'ANPE on offre 10,13 F de l'heure pour un manœuvre dans le bâtiment. Mais certains emplois sont interdits aux étrangers. Ben Matallah, un des Algériens blessé était au chômage, il n'arrivait pas à trouver de travail ou alors à 25 kilomètres ou 30 kilomètres de Fiers. Il couchait dehors en plein hiver, il a couché plusieurs semaines dans un bateau en construction.

Les patrons de la région profitent donc grassement de la main d'œuvre immigrée, des hommes comme des femmes, vendeuses dans les grands magasins, ou OS à Philips. D'autres en profitent aussi : les marchands de sommeil. Bouscot est l'un deux. Rue de la Gare, il possède une trentaine de logements, il faut payer quatre cent cinquante francs par mois pour y loger, dans certaines chambres exigües,

quatre Turcs s'entassent. Les fenêtres ne s'ouvrent que d'un côté du bâtiment, certaines chambres ne voient jamais la lumière du jour. Bouscot qui loge sept cents immigrés dans ses taudis semble bénéficier de complicités bien placées. Les flics lui servent de rabatteurs, quand un immigré célibataire est hébergé par une famille, sous prétexte que c'est interdit, ils l'obligent à déménager et l'expédient chez Bouscot qui remplit

ainsi ses chambres et sa bourse. Plusieurs rapports ont été envoyés à la DDASS pour dénoncer les conditions d'hygiène et l'insalubrité des logements : il y a deux WC pour soixante dix locataires, des cas de tuberculose générale ont été signalés. La DDASS n'a pas réagi, bien que la situation de Bouscot soit parfaitement illégale. Les employeurs font venir des étrangers, actuellement des Turcs et des Pakistais, sans s'occuper de

trouver les logements. Bouscot s'en occupe.

Les jeunes immigrés le disent il y a peu de racistes chez les ouvriers, ils ne sont pas d'accord avec l'identification abusive faite par la presse officielle entre Flérien et raciste.

Cependant des préjugés racistes subsistent encore chez une fraction des travailleurs, et ce n'est pas le fruit du hasard. Tout est fait pour l'entretenir.

Le racisme quotidien

Le racisme est une réalité quotidienne à Fiers. «Le maire a interdit aux patrons de bistrot de servir à boire aux Algériens le soir. Plusieurs patrons de bar refusent de nous servir toute la journée, «Le Charleston» par exemple. Pourtant à Fiers jamais un Arabe n'est sorti avec un couteau» disent les Algériens.

Un jeune arabe passe sur le porte bagage d'une mobylette conduite par un de ses copains français. Arrêté par les flics, il prend un coup de crosse de revolver. Les contrôles d'identité sont incessants, provocateurs, de jour comme de nuit.

Un jeune qui n'avait pas

ses papiers est malmené, les flics crèvent les pneus de sa mobylette, et renversent l'essence. Un autre se fait arrêter un soir, il a le malheur d'avoir un nom algérien, il est tabassé : «Ça t'apprendra à t'appeler Ben M.» On l'emmène au poste où il est gardé jusqu'à 4 heures du matin. A plusieurs reprises des plaintes ont été portées contre les pratiques racistes de la police, les flics se marrent et ne prennent même pas note de la plainte. Par contre quand une plainte est déposée contre un Arabe ils s'en occupent. Un Arabe qui avait volé 10 francs a été promptement condamné, il

a pris 4 mois de prison ferme !

«Mon père s'était fait agressé, me dit R, il a été condamné à la même peine que son agresseur : un mois de prison avec sursis et 700 francs d'amende».

Il y a quelques jours, un Algérien s'est fait renverser par une voiture alors qu'il marchait sur le trottoir, c'était dans une ligne droite, ce n'est pas un accident, l'affaire n'a pas eu de suites. Un jeune Arabe joue au flipper, le fils du patron lui tire deux balles de pistolet dans la main. Sa plainte n'a rien donné.

L'acquiescement de Duchemin encourage les racistes,

un commerçant déclarait qu'il avait du plomb à revendre...

Révoltés, les Algériens, surtout les jeunes, pensent néanmoins que la majorité des Flériens ne sont pas racistes, pour eux, les racistes, ce sont les flics, les notables et quelques commerçants et certains voyous ou des «dingues» comme Duchemin comme ils disent. Si l'idée de vengeance les anime, c'est une vengeance raisonnée, ils veulent faire quelque chose avec les Français, appuyer l'action en appel de la mère de Ben Matallah, et engager la lutte contre le racisme.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PARTIELLES

NOUVELLES DISPUTES EN PERSPECTIVE

Suite de la p. 1.

A gauche, cependant, on se rengorge : tandis que le PS, brandissant les deux sièges conquis, voit déjà sa poussée électorale l'amener, d'une manière ou d'une autre, au pouvoir dans un an et demi, le parti révisionniste se félicite particulièrement que, dans les Yvelines, le report des voix de la gauche se soit effectué correctement sur son candidat. Il reste cependant qu'en stricte arithmétique électorale, le candidat radical de gauche a été battu par Achille-Fould dans la Gironde, alors que la gauche y rassemblait plus de 50 % des voix au premier tour ; que, dans l'Allier, le candidat révisionniste n'est pas parvenu à récupérer les voix du gaul-

liste, qui appelait pourtant ses électeurs à se reporter sur lui. Que, dans les Yvelines, alors que les partis de droite avaient au premier tour moins de la moitié des suffrages, Destremau a réussi à battre au deuxième le candidat du PCF. Le PCF dans l'Allier, les radicaux de gauche dans la Gironde, ne sont pas parvenus à retrouver tous les électeurs de Mitterrand en 74.

Ainsi se confirme un enseignement du premier tour : que, dans l'union de la gauche, le parti socialiste est le seul véritable bénéficiaire. En sorte que les difficultés dans lesquelles le PCF se trouvait voici une semaine, avec son net recul lors du premier tour, subsistent en réalité.

Récemment, la position

prise par le parti socialiste en faveur du parlement européen, en précisant bien que l'avis du PCF ne lui importait pas en l'affaire, est venue ouvrir un nouveau contentieux entre les deux principales formations de l'union de la gauche. Pour les élections municipales, on sait que les négociations ont été rompues dans le Pas de Calais entre PS et PCF, et que le prétendu accord national passé en juin dernier donne lieu à des interprétations contradictoires de Marchais et de Mitterrand. Si les uns et les autres sont tout sourires en public, la querelle n'en continue pas moins dans la coulisse. Et comment en serait-il autrement, alors que le projet de capitalisme d'Etat des révisionnistes reste fondamentalement con-



tradictoire avec la perspective de «gestion loyale» qui est celle du PS ?

Tout en se querellant, PS et PC sont par ailleurs d'accord pour nous faire attendre bien sagement le résultat incertain des élections de 78. Ce faisant, la politique d'austérité gouvernementale entrerait tranquillement dans la vie, servant simplement à alimenter par le mécontentement la

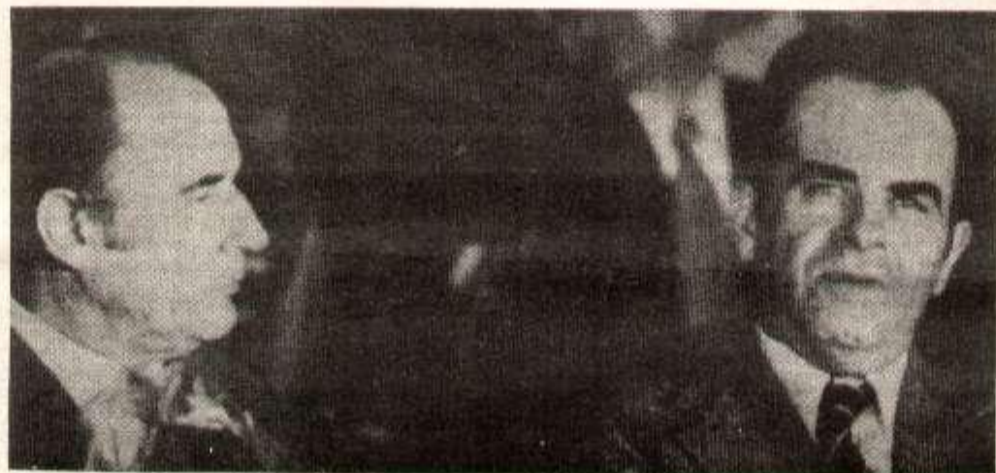
poussée électorale d'une gauche qui se prépare à assumer grâce à un «meilleur consensus» de nouveaux coups contre les travailleurs. La division et l'incertitude qui règnent aujourd'hui, dans un camp comme dans l'autre de la bourgeoisie, constituent au contraire une circonstance favorable pour passer à l'offensive et faire échec aux projets des uns et des autres.

Jean Lermat

EN MARGE DES ÉLECTIONS

• Les différents dirigeants de l'UDR se prononcent sur le «rassemblement» de Chirac ; pour Guéna, il est nécessaire parce que «la majorité manque de cohésion, de vigueur, de volonté et de dynamisme». Pour Fanton, il s'agit de «défendre l'indépendance nationale». Galley, ministre actuellement, demande au contraire que l'UDR renouée suive la politique de Giscard, affirmant : «Il ne peut y avoir le parti du roi et le parti du cardinal».

• Au conseil politique du CDS (centriste), Lecanuet s'est opposé à la tactique de Chirac, affirmant : «Nous refusons d'entrer dans cette agitation, dans les polémiques». Tandis que d'autres se moquaient ouvertement du «rassemblement» de l'UDR, Diligent a refusé de prendre partie pour Giscard contre Chirac, tandis que Barrot se prononçait en faveur d'élections primaires. Enfin, Lecanuet s'est opposé à toute unité organique avec les Républicains Indépendants.



Sous une unité de façade, des divisions bien réelles

Des mots, des gestes...

Crépeau (radical de gauche) : «Les radicaux de gauche n'ont jamais prétendu être des révolutionnaires».

Fajon (PCF) : «Nous voulons une union de la gauche toujours plus solide et plus efficace. C'est le sens de toutes les initiatives de notre parti, notamment celle qui a permis la conclusion d'un accord national pour les élections municipales prochaines... Nous ne formulons aucune exigence si ce n'est le respect de ses clauses partout». Reste à se mettre d'accord avec Mitter-

rand sur la signification de ces clauses elles-mêmes !

Sarre (PS) : «A toutes les élections, le PCF oscille entre quinze et vingt pour cent des voix, en suivant une sinusoïde». «Il manque moins de voix que d'habitude aux candidats communistes».

Poutissou (PS) (à propos de Ducray, le RI qu'il a battu) : «Je ne suis pas de ceux qui enfoncent ceux qui sont battus. Je respecte la personne».

Dominati (RI) : «Destremau a mené une mauvaise campagne».

Tibéri (à propos de Ducray) : «Un échec prévisible».

Ducray : «Recul indiscutable de la majorité».

Guéna (UDR) : «Si Péronnet veut adhérer au Rassemblement en tant que président du parti radical, nous lui donnerons sa carte».

Bas (UDR) : «Il faut des primaires où l'UDR soit présente».

Barrot (CDS) : à propos des listes uniques de la «majorité» : «Il faut envisager cas par cas. Nous sommes hostiles à tout système, aux méthodes uniques».

Dominati, Guéna, Achille Fould, Péronnet, Chaband-Delmas, se sont retrouvés d'accord pour attribuer au plan Barre leur impopularité actuelle. Un aveu précieux !

On a pu voir à la télévision le journal électoral de Destremau (RI) : la photo de Chirac y figurait, pas celle de Giscard ! On se souvient que, par ailleurs, c'est encore à Chirac que Ducray (RI) s'était adressé pour tenir un meeting à Villefranche. Celui-ci, qui avait mis le candidat à la porte de son ministère, a préféré ne pas se compromettre avec un battu d'avance.

EXPULSION DE WOLF BIERMANN :

Les embarras de «L'Humanité»

Depuis l'expulsion d'Allemagne de l'Est du chanteur Wolf Biermann, l'Humanité a tant bien que mal rendu compte de cette affaire. Hier matin, un long article embarrassé tentait de faire le point sur la «situation littéraire en République Démocratique allemande».

La solidarité exprimée à l'égard de l'exilé est pour le moins nuancée : «S'il n'a cessé de proclamer son attachement à l'avenir du socialisme en RDA, il a de toute évidence refusé d'aider aux progrès du socialisme existant». Et de conclure : «Nous assistons sans doute, à l'heure actuelle, sous l'influence de multiples

facteurs (dont le moindre, mais pas le seul n'est pas l'évolution «à droite» manifestée aux élections en Allemagne de l'Ouest), à des tendances à un certain retour en arrière — dont la persistance ne pourrait que nuire au socialisme, en Allemagne et dans le monde».

En somme, le PCF n'est pas très content que le manque de liberté en Allemagne de l'Est se voie trop. Mais, à la différence de ce qui se passe pour l'URSS, il le dit avec beaucoup de précautions : serait-on pré-occupé, chez nos révisionnistes, de ménager tout ce

qui pourrait faire éventuellement contrepoids à Moscou dans l'internationale révisionniste ? Mais Marchais ne peut ignorer que la RDA, a signé voici quelques mois un traité autorisant l'URSS à «défendre le socialisme» sur son territoire, et sur celui de ses voisins.

• Au cours d'une conférence de presse le collectif «Justice pénale nouvelle» qui regroupe les syndicats de magistrats et d'avocats a dénoncé les projets de loi de Ponia-towski sur la fouille des véhicules et le port d'armes qui doivent venir en discussion devant l'Assemblée nationale à partir du 25 novembre.

Malraux mourant

André Malraux est mourant. Engagé aux côtés des communistes chinois, puis des Républicains espagnols, cette fois dans l'aviation, Malraux prend une part importante au combat antifasciste dans la France des années 30. Il participera ensuite à la Résistance, dans les maquis de la Corréze et du Lot-et-Garonne.

Après la Libération, l'écrivain, dont l'œuvre a toujours mené jusque là, un certain goût de l'aventure individuelle à ses options progressistes, deviendra un incondicional du gaullisme, participant à la direction du très anti-communiste RPF.



Lorsqu'il revient au pouvoir en 1958, de Gaulle en fait son ministre de la culture, poste où il manifeste une prédilection pour les opérations de prestige. Depuis quelques années, il se consacre uniquement à la littérature.

FRANCE-URSS
L'URSS achète des engrais à Rhône-Poulenc

Rhône-Poulenc vient de signer avec l'URSS un contrat de six milliards de francs, qui porte entre autres sur la fourniture d'engrais. On sait que les nouveaux bourgeois de Moscou préfèrent concentrer leur effort technologique sur le domaine militaire plutôt que sur des secteurs tel que celui-ci, importants pour les conditions de vie des masses. Comme il faut bien assurer quand même un minimum, pour faire face au mécontentement, le Kremlin se fournit à l'Ouest, qui contribue ainsi à sa manière à l'effort de guerre soviétique. Déjà, Péchiney Ugine Kuhlmann venait de signer un contrat pour la construction d'usines d'aluminium, dont on sait qu'il entre, lui, directement et à doses massives, dans des constructions telles que l'aviation militaire.

Achetez le
Quotidien
du Peuple
tous les jours
dans
le même
kiosque

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

CONTRE LE PLAN BARRE

LES LIMITES DES JOURNÉES D'ACTION

Nous sommes en ce moment dans une période marquée par une série de journées d'action un peu dans toutes les branches : EDF, PTT, impôts, industrie routière la semaine dernière, la construction-bois cette semaine... Une première constatation s'impose au regard de ces journées et avant même que leur cycle ne soit terminé : la participation des travailleurs est pour le moins

Dans les PTT, le 7 octobre avait mobilisé plus de travailleurs qu'au plus fort jour de la grande grève de 74. La question centrale pour les postiers, c'est la lutte contre le démantèlement et ses énormes conséquences pour les travailleurs (dispersion en banlieue, automatisation des centres de tri, cadences, renforcement de la hiérarchie...). Le débat se poursuit, s'amplifie depuis le 7 : il faut faire échec aux plans de l'administration !

Le choix des moyens pour y parvenir est une question d'importance et qui n'est pas tranchée, pas plus d'ailleurs que dans les autres branches professionnelles.

Nombreux sont ceux qui depuis déjà longtemps pensent que ces journées proposées par les confédérations ne sont pas de nature à

créer le rapport de forces suffisant. Mais ceux qui y participent entendent montrer leur colère, s'emparer des perspectives (si limitées soient-elles) qui leur sont offertes.

C'est sûr, pour s'opposer aux menées giscardiennes il ne saurait être question de se limiter à une démonstration (même puissante) d'une journée. Barre a assorti l'annonce de son plan, de menaces ouvertes à l'adresse des travailleurs. Il est décidé à le faire passer ! Les mesures prises pour la sidérurgie en sont une composante importante. Face à ces attaques, la réponse au coup par coup, les escarmouches ponctuelles ne peuvent être suffisantes.

LE FREIN DE 78

Il faut poser la question : pourquoi, sur la

réduite. Dans les PTT, on comptait environ 35 % de grévistes le 19 avec des pointes jusqu'à 65 % dans certains grands centres de tri parisiens.

Pourtant, les raisons ne manquent pas de se mobiliser ; la volonté de se battre, de ne pas accepter le plan Barre est bien réelle. Cette extraordinaire combativité apparue le 7 octobre n'a pas disparue. Alors ?

lancée de la grande mobilisation du 7, les directions confédérales n'ont-elles pas pris d'initiatives pour porter le combat à un niveau supérieur ? Des centaines de milliers de travailleurs (un tiers environ de la manifestation à Paris) proclamaient avec force leur volonté : «Aujourd'hui dans la rue, demain on continue». Les déclara-

tions tonitruantes sur la nécessité de «ne pas attendre 78 l'arme au pied» restent lettre morte dans les faits. Les directions syndicales ne veulent pas de grand mouvement des travailleurs. Elles ont fait leur choix, elles misent sur les élections de 78, c'est ouvertement affirmé par les Séguy et les Maire.

Dans cette tactique, un

cran supplémentaire a été franchi : pour persuader les travailleurs qu'il ne sert à rien de vouloir lutter maintenant, que la solution des problèmes réside dans la victoire de la gauche aux élections, il s'agit de rendre responsables les travailleurs eux-mêmes du peu de succès rencontré par les propositions de journée d'action. Une affiche manuscrite apposée dans le centre de préparation des annuaires (téléphonique) de Montrouge tançait vertement le personnel : «Un nombre très faible de grévistes au CPA ! Pour nous CGT, nous en concluons qu'une très grande majorité du personnel est d'accord : 1° - avec le

vote du budget 77. 2° - avec le manque d'effectifs...» Ces insultes, ces manœuvres de division visent un but très clair : empêcher à tout prix que ne se développent des luttes résolues qui remettraient en cause «la sérénité nécessaire aux élections», dresser les travailleurs les uns contre les autres.

QUE FAIRE DE CES JOURNÉES ?

La question n'est pas de se prononcer pour ou contre les journées d'action. Le 7 a montré qu'en soi, toute forme d'action peut être bonne pour renforcer la lutte. Ce qui est en cause, c'est le contenu de ces journées, l'objectif qu'on leur fixe.

Que dans la semaine qui s'ouvre, les militants de la construction-bois de Lyon par exemple, mobilisent autour des travailleurs de Léon Grosse, que cette «semaine d'action» soit l'occasion de se rassembler, de débattre, de préparer la nécessaire riposte d'ensemble, voilà qui serait positif. Que les journées du 25 et 26 dans les caisses d'épargne soient l'occasion d'étendre et de renforcer la lutte des «écureuils», elles auront participé de manière efficace à la construction du rapport de forces dans le plan Barre.

Gérard PRIVAT



DOMFRONT (ORNE)

1 500 paysans soutiennent un fermier menacé par un cumulard

B. BUSNOT RESTERA A MALABRI !

Mille cinq cents personnes, en grande majorité des paysans de l'Orne et leur famille, se sont retrouvées dimanche après-midi sur la ferme dont Bernard Busnot est menacé d'être expulsé à Rouelle, à quelques kilomètres de Domfront. Ainsi, l'éclatante démonstration du soutien populaire qui s'est portée autour de Bernard Busnot va donner bien du fil à retordre au cumulard avide de profit qui veut à toute force le déposséder de son droit de travail.

Cette «affaire» dont tout le monde parle aujourd'hui dans l'Orne a pris une dimension spectaculaire le 15 novembre quand le cumulard en question, un dénommé Bernard Corvée, et une petite cinquantaine de ses amis hobereaux et gros courtiers en bestiaux envahissaient les locaux de la SAFER de Basse-Normandie à Caen et l'occupaient pendant cinq heures pour réclamer le départ immédiat de Bernard Busnot.

Bernard Busnot, 39 ans, s'est installé comme fermier avec sa femme et ses deux enfants sur les dix huit hectares de la ferme de Malabri en mars 76. C'est la SAFER qui avait mis à sa

disposition cette terre acquise par elle six mois plus tôt alors que Bernard venait d'être expulsé par un propriétaire de St-Jean des Bois.

Pour acquérir cette ferme, la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural) avait fait jouer le droit de préemption que lui reconnaît la loi.

Ce n'est pas l'avis de B. Corvée, licencié en droit diplômé de l'école supérieure de commerce de Rouen et qui se prétend avant tout... paysan ! Il possède déjà vingt cinq hectares à vingt kilomètres de Malabri et peut compter sans réserve sur l'appui financier de son

père, maquignon spécialisé dans l'import-export avec l'Italie et propriétaire de quatre vingt dix hectares. Monsieur Corvée juge que la SAFER a abusé de son droit de préemption ; la «justice» lui a donné entièrement raison. En outre, Corvée peut compter sur l'appui moral (et physique à l'occasion...) des notabilités archi-conservatrices de la Fédération nationale de la propriété agricole et des fascistes de la FFA, comme ils ont essayé de le démontrer en tentant d'occuper la ferme de Malabri le 22 octobre dernier. Tentative repoussée par une centaine de paysans du canton regroupés autour de Bernard Busnot.

Car, c'est bien là le plus important : le rassemblement de dimanche a montré qu'autour de Malabri se cristallisait une opposition des petits paysans résolus à faire face à ces cumulards qui, à cause des dizaines d'années de relative «paix sociale» dans la région, croient encore que tout leur

est permis. Et c'est bien ce qui indispose les caciques qui dirigent la FDSEA pour qui «ce rassemblement ne vaut rien juridiquement», même si, pour ne pas se heurter de front à tous les petits paysans qui prennent parti pour Bernard Busnot, la Fédération se prononce du bout des lèvres, pour le maintien de Bernard à Malabri. Elle attend sans doute que la colère retombe et que «l'affaire» se dissipe dans les brumes des procédures judiciaires interminables puisque, comme le disait hier un dirigeant de la FDSEA, «les attendus du jugement condamnant la SAFER sont faux».

Pour les 1 500 qui étaient à Malabri dimanche, il n'en est pas question. Il s'agit maintenant au contraire de renforcer l'unité autour de Bernard Busnot et de sa famille contre le cumulard et ses complices. Bernard restera à Malabri !

Julien LEBLOND

DASSAULT : NON IL N'Y A PAS DE TRAVAILLEURS EN TROP !

La direction des usines Dassault aurait déposé au Ministère du Travail une demande de deux cent soixante licenciements, licenciements qui interviendraient en janvier 77. C'est du moins ce qu'espère le demandeur. Ce n'est en tout cas pas d'aujourd'hui que les menaces planent. En juin de cette année, la Direction Générale avait déjà dit clairement au Comité Central d'Entreprise que pour 1977, il y avait trois cent soixante travailleurs en «trop». Parallèlement, au cours de ces derniers mois, l'embauche avait été supprimée, les départs à la retraite non remplacés, les mutations s'étaient multipliées. Halte aux licenciements !

SIPR (TOURCOING) : NON L'USINE NE SERA PAS TRANSFÉRÉE ! NOUS GARDERONS NOTRE EMPLOI !

Les deux cent trente travailleurs de l'entreprise textile SIPR à Tourcoing, occupent en ce moment leurs locaux de travail. Ils ont en outre décidé de continuer à faire tourner les installations. Ayant décidé à la fin de la semaine, de durcir leur action, ils avaient séquestré quatre membres de la direction. Ceux-ci ont été relâchés samedi matin, à 6 H 30.

Mais pourquoi cette lutte ? Le principal actionnaire de l'usine, Prouvost Masurel, a décidé de transférer à Hénin l'usine. En clair, c'est la fermeture. Celle-ci intervient alors que depuis quelques jours les annonces de licenciements se multiplient dans différentes entreprises de la ville : quarante huit chez Tiberghen, cinquante huit chez Trenteseaux-Toutlemonde, cent trente trois chez Castelain... Pendant l'année 1976, il n'y a pas eu moins de deux mille cent trente six licenciements dans la ville de Tourcoing ! C'en est trop ! Les travailleurs de la SIPR montrent la seule voie à suivre : la lutte !

LUTTES OUVRIÈRES

Schlumpf : la COGEFI veut
licencier 10% des travailleurs !

"PAS QUESTION D'ACCEPTER !"

C'est hier que la COGEFI, administrateur provisoire des usines Schlumpf à Erstein et Malmerspach, et Glück-Mülhouse, a donné à la préfecture de Strasbourg une conférence de presse sur les solutions proposées dans ces entreprises ainsi que pour Deffrenne à Lille.

C'est immédiatement 180 licenciements sur 1 800 qui sont prévus dans une quinzaine de jours et l'augmentation des charges de travail pour ceux qui restent car Sallens, directeur de la COGEFI, compte bien rendre ses entreprises compétitives, passer de 3 200 T de fil à tisser, à 5 000 T, le plus rapidement possible. Ce monsieur n'a d'ailleurs pas caché son intention de restructurer les entreprises en les modernisant d'ici deux à trois ans. Encore du chômage en perspective.

La démagogie de Sallens prétendant que l'emploi est son principal souci, que sans lui, il y aurait eu 40% de licenciés montre combien la bourgeoisie craint la réaction



des ouvriers et ouvrières des filatures, craint l'unité populaire qui s'est manifestée autour des «Schlumpf» comme en témoignent les 50 000 travailleurs qui ont manifesté leur soutien tant à Malmerspach qu'à Erstein, lors des journées «portes

ouvertes». Les travailleurs ne sont pas dupes.

Kaspar, responsable CFDT régional, est intervenu lors de cette conférence ainsi qu'un délégué CFDT de Malmerspach pour dire : «Face au plan Sallens, nous exigeons

un plan social. Pas un seul licenciement, maintien de tout le personnel. Pas d'augmentations de charges de travail». La riposte se prépare, c'est à la bourgeoisie de payer sa crise.

Corres. Strasbourg

HÔTEL MÉRIDIEN :

LA GREVE DES PAUVRES
DANS LE PARADIS
DES RICHES

Dans le quartier huppé de la Porte Maillot, dans le 15^e arrondissement de Paris, se dresse un luxueux hôtel, le «Méri dien». Les patrons, gros bourgeois et autres banquiers viennent y tenir conférences et «réunions de travail» ou simplement s'y vautrer dans une débauche de luxe. Des jardins intérieurs aux fontaines de marbre, des restaurants aux noms alléchants : «Le Clos Longchamp», «La Maison Beaujolaise», «L'Arlequin», «Le Yamato», plus de deux mille chambres tout confort, tel se présente cet hôtel où les riches viennent dépenser sans compter les millions qu'ils ont volés sur le dos des travailleurs, où la paie mensuelle d'un O.S. ne suffirait pas à payer l'addition d'un «week-end de détente» de ces messieurs !

Mais aujourd'hui, tout est sombre dans l'hôtel ! Les travailleurs en grève occupent le centre de commande des services électriques au deuxième sous-sol. Les employés, c'est de l'autre côté de ces luxueuses installations qu'ils passent leur vie. C'est au service de riches bourgeois qu'ils subissent les bas salaires et les mauvaises conditions de travail.

Les grévistes exigent le 13^e mois et la garantie de l'emploi.

Sur les vitres de l'entrée, l'ordonnance d'évacuation a été collée à plusieurs

endroits. Après avoir tenté de les faire évacuer par ses «gros bras», la direction s'est adressée à la «justice». Les hommes de main ayant dû reculer devant la détermination des employés, c'est la menace des flics dont l'autorisation d'intervention a été donnée par le tribunal,

samedi dernier. Les grévistes, au terme de la loi avaient jusqu'à ce matin 6 heures pour libérer les lieux. Passé ce délai, les flics peuvent intervenir à tout moment.

Hier après-midi, on apprenait que des négociations étaient en cours et qu'elles se

poursuivraient probablement tard dans la soirée. La journée d'aujourd'hui sera sans doute décisive. Les patrons de l'hôtel sont, semble-t-il, décidés à en terminer vite. Les grévistes aussi, mais avec leurs revendications, pas avant.

G.P.

Villeurbanne : rassemblement
de délégations d'usines
en lutte

Les UD CGT et CFDT du Rhône appelaient, hier matin, à un rassemblement à la Direction Départementale du Travail à Villeurbanne pour demander à être reçues. Ce lundi, étaient donc présentes des délégations de Rhône-Poulenc Textile de Péage de Roussillon, de Rhône Poulenc Textile de Vaise, de Teppaz, de Cincinnati, d'Amtec, de Corbel, ... usines de la région concernées par les problèmes de l'emploi et pour beaucoup en lutte. De nombreux cars de flics étaient là aussi.

Cette mobilisation fut rapide : des mots d'ordre furent criés : «La liberté, c'est la liberté de travailler», «Non aux licenciements». Les membres du PCF venus nombreux (ce rassemblement n'avait apparemment pas mobilisé énormément de travailleurs) lancèrent évi-

demment : «Une seule solution, le programme commun», ce à quoi des syndicalistes opposèrent : «Luttons ensemble, c'est possible, c'est le moment», mot d'ordre qui fut repris par d'autres syndicalistes CFDT et CGT. Ce mot d'ordre correspond aux aspirations des travailleurs et des questions se posent quant à sa mise en pratique.

Après deux rapides et générales interventions par l'UD CGT et l'UD CFDT, quelques travailleurs discutèrent avant de se disperser et un ouvrier d'Amtec (usine en grève depuis plusieurs mois, lutte dirigée par les révisionnistes et sans trop de perspectives actuellement), dira : «Ce qu'il faudrait, c'est qu'on puisse rencontrer les autres boîtes, discuter pour pouvoir trapper ensemble». Un autre ouvrier ajoutait :

«Moi, c'est par hasard, en passant dans la Croix-Rouge, que j'ai vu qu'il y avait une usine occupée, «Dodelino», contre 53 licenciements ; mais c'était tout fermé et je n'ai pu voir personne». Le travailleur d'Amtec prend à nouveau la parole : «Les UD doivent bien savoir tout ça ?»

Il est significatif que même au sein de ce rassemblement au caractère limité, les aspirations des travailleurs, (même influencés par les révisionnistes), à se coordonner pour faire reculer la bourgeoisie et remporter des victoires, rentrent de fait en contradiction avec l'attentisme des UD dirigées par les révisionnistes du PCF et les réformistes du PS, même si la nature politique de cet attentisme n'est pas encore clairement perçue.

Corres. Lyon

Poclair : la direction
très légèrement
condamnée

Exigeons la réintégration
des quatre délégués

Les frères Bataille, Président Directeur Général et Directeur Général des Etablissements Poclair viennent d'être condamnés par le tribunal à des amendes et dommages intérêts suite au licenciement des quatre délégués syndicaux qu'ils avaient accusés de «séquestration», à l'usine de Crépy en Valois, il y a quelques mois, lors d'une lutte. Outre que ces condamnations sont bien légères, il reste l'essentiel : les quatre délégués n'ont toujours pas été réintégrés, malgré les différentes décisions de deux jugements en référé et de l'inspecteur du travail ; Durafour, une fois n'étant pas coutume, est passé outre. Halte à la répression anti-syndicale ! Réintégration des quatre !

Naphta-Chimie :
BP lavera (Marseille)
Pour la 5^e équipe !
Pour les salaires !

Les travailleurs de BP Lavera étaient en grève hier pour exiger la non-suppression de certains postes, comme l'envisage la direction. Une autre revendication est en outre à l'origine de ce premier arrêt de travail : la création d'une cinquième équipe pour ceux qui travaillent en 3x8. Toujours à Marseille, ce sont les travailleurs de Naphta-chimie qui sont actuellement en lutte pour une durée de trente deux heures. A l'appel des sections syndicales CGT et CFDT, le travail s'est arrêté hier matin, pour les revendications suivantes : l'amélioration des conditions de travail, l'augmentation des salaires, l'ouverture de négociations dans le secteur plastique.

Tanneries Françaises (Le Puy)

A nouveau
des licenciements !

Une fois de plus, des menaces de licenciements planent sur les travailleurs des Tanneries Françaises. En effet, la direction de la société vient d'annoncer son intention de licencier cent soixante douze travailleurs à l'usine du Puy (Puy de Dôme) et trente huit dans l'usine de Bort les Orgues (située en Corrèze). Une première riposte a eu lieu : la décision connue, une centaine de travailleurs sont allés manifester devant la Préfecture et Mairie du Puy, montrant ainsi leur refus des licenciements.

Agache Willot rachète Conforama :
1 500 licenciements !

Conforama, cela est connu est «le numéro un du meuble en France». La surexploitation du personnel lui a permis une augmentation des profits de 200 % ! Agache Willot, le magnat du textile, vient de racheter Conforama et d'étudier dans la foulée le chiffre d'affaire des magasins. Au total, il est de 2,5 milliards mais sans doute présente-t-il des «irrégularités» suivant les succursales : 1 500 employés sont en trop, a décidé Agache Willot ! Sur la région Parisienne plus précisément, 200 licenciements sont prévus sur six magasins (Chilly-Mazarin, Kremlin-Bicêtre, Maisons-Alfort, Bondy, Sevran).

Les travailleurs sont en lutte !

Balay-Textile (St Etienne
et Maclas)

Non aux 30 licenciements !

Selon des informations de source syndicale, une trentaine de licenciements devaient être annoncés hier dans la soirée aux 160 travailleurs des établissements Balay-Textile. Le Comité Central d'Entreprise devait se réunir hier au siège social. Aujourd'hui mardi, à 15 H aura lieu une assemblée générale des travailleurs dans la salle des fêtes de Maclas, où sera fait un compte-rendu de la réunion du Comité d'Entreprise et envisagée la riposte à apporter.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

MANTES LA JOLIE

**13 H par jour,
sans repos :
2 000 F par mois**



Le patron posant avec les ouvriers

Un patron yougoslave faisait travailler 13 heures par jour, sans repos, pour deux mille francs par mois, seize de ses compatriotes. Ils étaient logés dans deux pièces exigües sans eau, ni électricité. «C'était pour leur rendre service. Ils sont tous en situation irrégulière, sans carte de séjour, ni de travail» a expliqué le patron devant le tribunal des flagrants délits de Versailles. Au total, la justice a remis le patron en liberté; les ouvriers eux, seront expulsés de France!

Pas de centrale nucléaire à Marckolsheim

L'EDF ne construira pas de centrale électro nucléaire à Marckolsheim (Bas Rhin), c'est ce qu'a annoncé le préfet de Strasbourg. Cet emplacement situé en face du site de Why! sur la rive allemande du Rhin était critiqué par les autorités allemandes qui craignaient les effets combinés des deux centrales sur les eaux du Rhin. Mais, l'EDF n'a pas pour autant renoncé à implanter une centrale nucléaire dans le Bas Rhin, d'autres sites sont étudiés : Lanterbourg, Gerstheim et Sundhouse. L'EDF annoncera au printemps prochain lequel de ces sites elle a choisi pour une nouvelle centrale nucléaire.

Dunkerque : la gale à nouveau dans les établissements scolaires

Les contrôles médicaux, obligatoires une fois par an, n'ont lieu maintenant qu'en classes d'orientation (maternelle, cours moyen 2^e année) faute de médecins. En effet, aucun médecin n'accepte de se déplacer pour 87 centimes par élève et l'éducation nationale ne veut pas embaucher de médecin fonctionnaire. Résultats ? Les rappels de vaccin ne sont plus contrôlés et donc pas faits. Certains élèves atteints de souffle au cœur font de la gymnastique. D'autres accumulent des retards scolaires parce que leur myopie n'a pas été détectée. Des cas de tuberculose, de gale sont signalés dans les écoles dunkerquoises. Des enseignants ont décidé de mener une action avec les parents pour obliger les pouvoirs publics à embaucher des médecins scolaires.

Correspondant

● NICE : LA NOUVELLE AFFAIRE MARKOVIC : A la suite d'une série d'échecs en championnat de France de football, l'OGC Nice qui possède une brochette de joueurs très côtés et cher payés,

se retrouve à la 7^e place. Les supporters ont demandé la démission de l'entraîneur, le Yougoslave Markovic qu'ils estiment responsable des déboires de leur équipe.

Réunion à Londres des ministres de l'agriculture de l'Europe verte

BONNET EST PRÊT A ACCEPTER LA TAXE SUR LE LAIT

Une nouvelle réunion des ministres de l'Agriculture des Neuf débutait hier à Londres. En principe, les Neuf devraient se prononcer sur les 200 milles marins et sur la taxation du lait. En principe, parce qu'en réalité sur ces deux questions, de fortes contradictions subsistent entre les différents impérialismes.

Les Neuf se sont mis d'accord pour porter la limite des eaux communautaires de six à deux cents milles, le 1^{er} janvier prochain. Le désaccord porte sur le règlement à l'intérieur de la communauté, sur la limite des eaux territoriales de chaque pays. Enfin, il reste à savoir quelle attitude sera adoptée face à l'URSS pour l'obliger à respecter la zone des deux cents milles si ses chalutiers continuent à vou-

loir ratisser les eaux incluses dans cette limite.

A leur dernière réunion, les Neuf s'étaient mis d'accord sur le principe d'une taxe sur le lait, il restait à en fixer le taux et les modalités d'application. La commission de Bruxelles propose une taxe comprise entre 2,5 % et 4 % à la production, afin de faire baisser la production du lait jugée trop importante. L'excédent de poudre de lait se situe entre

un million et demi et deux millions de tonnes. Il permet de faire pression sur les prix à la production des produits laitiers et de justifier les mesures prises pour liquider la petite production laitière.

Si une taxe de 2,5 % est imposée sur la production de lait, le coût en sera d'environ mille francs par an pour un petit paysan possédant dix vaches. C'est une ponction sur le budget difficilement supportable par les petits paysans, qui va accélérer leur faillite. En effet seule la production laitière apporte aux petits paysans un salaire mensuel régulier assuré, ce qui n'est pas le cas pour les autres productions qui supposent des

investissements plus lourds et une immobilisation plus longue de leur capital qui ne sont pas à la portée des petits paysans.

La taxe sur le lait vise à chasser les petits paysans des campagnes et à accélérer la pénétration des capitalistes agraires. C'est pour cela que Bonnet l'a acceptée et que les pontes des organisations agricoles n'élevèrent pour l'instant aucune protestation.

Mais les petits paysans ont montré ces derniers mois à plusieurs reprises qu'ils ne se laisseraient pas chasser de leurs terres.

PETROLE : VERS DES RESTRICTIONS DE CHAUFFAGE

L'alourdissement de la facture pétrolière : elle se situera entre 50 et 52 milliards à la fin de l'année d'après les estimations officielles et servira de prétexte au gouvernement pour imposer des restrictions. Barre avait annoncé que les importations de pétrole seraient limitées et 77 à 55 milliards, or cela implique une consommation inférieure à celle de cette année, étant donné que le pétrole risque d'augmenter d'environ 10% et que le franc continue de se dévaluer par rapport au dollar.

Le gouvernement envisagerait de faire réduire le chauffage collectif dans les immeubles, qu'il soit au fuel ou à l'électricité ou au gaz ou au charbon. Les industriels seraient également incités par la voie fiscale à réaliser des économies d'énergie, que risquent de supporter les travailleurs dont les ateliers seront moins chauffés cet hiver.

L'hôpital de la Roche-sur-Yon responsable de la cécité d'un bébé

Sophie Duranteau, 4 ans, est aveugle pour la vie, depuis qu'elle est sortie de l'hôpital de la Roche-sur-Yon, le 26 janvier 1972 où

elle avait été placée en couveuse. L'hôpital administratif de Nantes a déclaré l'hôpital entièrement responsable.

Le tribunal a estimé que l'hôpital aurait dû tenir compte des risques que présente l'oxygénothérapie chez les prématurés pesant moins de 1,5 kg, et procéder à des examens réguliers des doses d'oxygène et pratiquer des fonds d'œil.

Le médecin-chef des prématurés a reconnu le 7 avril 1975 que durant le séjour de Sophie en néo-natologie aucune attention n'avait été prêtée à l'état de ses yeux. La cécité de Sophie a été décelée par sa mère, trois mois après la naissance.

Enfin, il n'y avait pas d'ophtalmologue qui aurait pu déceler dès les premiers signes les lésions oculaires, et modifier les doses d'oxygène. Le Tribunal se prononcera plus tard sur les indemnités accordées aux parents de Sophie. L'avocat a réclamé 1 million de francs pour Sophie et 100 000 pour chacun des parents.

Safari apartheid pour l'Association des Amis du « Quotidien du Médecin »

«Le Quotidien du Médecin» insiste... il organise un nouveau voyage touristique en Afrique, du Sud, du 28 décembre 1976 au 11 janvier 1977. Il est notamment prévu dans le programme, la visite du «Groote Schuur Hospital» à Capetown où travaille le professeur Barnard. Les médecins touristes iront-ils enquêter sur les causes de l'empoisonnement des détenus africains de la prison de Witbank. Empoisonnement qualifié d'«accidentel» par les autorités racistes. Sept prisonniers sont morts, une cinquantaine ont dû être hospitalisés. Ce sont des choses que nos touristes se feront un devoir de ne pas voir.

Communiqué de presse du Comité de Soldats du 31^e Régiment du génie Castelsarasin

Au cours d'une mission routinière de liaison radio, le caporal-chef Aboulicam est mort électrocuté, l'antenne radio qu'il était en train de déployer ayant touché une ligne haute-tension.

La hiérarchie cherchant à cacher ses responsabilités dans cet accident (menaces aux soldats qui divulgueraient les détails de cette affaire aux journalistes), nous, comité de soldats du 31 RG, avons tenu à faire publier ce communiqué à la presse, rédigé d'après les témoignages dignes de foi que nous avons pu recueillir.

Cette opération consistait à déployer une antenne

de hauteur pour établir une liaison radio. C'est une opération banale et pourtant notre camarade est mort.

Nous avons relevé quelques points troublants des circonstances de sa mort :

- La mission se déroulait entre 17 h 30 et 17 h 45. La journée de travail se terminant à 18 h, il était déjà à prévoir que la hâte d'achever ce travail allait à l'encontre de la sécurité (il faut plus d'une demi-heure pour effectuer ce travail).
- 17 h 45 il fait déjà sombre, le temps était couvert : la ligne haute-tension était difficilement visible. Aucun éclairage n'était prévu.

- Qui a décidé de cet emplacement pour déployer l'antenne ?

- L'ambulance militaire ne serait arrivée qu'une vingtaine de minutes après l'accident, alors que la caserne n'était qu'à deux kilomètres (notre camarade n'est décédé qu'à son arrivée à l'hôpital de Montauban).

- Le caporal-chef Aboulicam venait de terminer son stage radio, il n'en était qu'à ses premières missions. Aucun encadrement n'était sur les lieux.

Il y a trop d'accidents à l'armée. Trop souvent les causes sont indéterminées.

ou les responsabilités retombent sur les victimes (discours officiel de la hiérarchie le lendemain de l'accident).

C'est pourquoi, sur les éléments que nous avançons, nous exigeons la constitution d'une enquête mixte civile-militaire pour déterminer justement les responsabilités, afin que ce genre d'accident ne se reproduise plus.

La sécurité dans les casernes doit être prise en considération.

Nous y veillerons !

Comité de soldats du 31 RG Castelsarasin

● **CHILI** : Pinochet qui vient de libérer cent soixante huit détenus politiques du camp de Puchacavi, prétend qu'après cette libération et celle des cent vingt neuf prisonniers du camp de Tres Alamos, il n'y a plus de prisonniers politiques au Chili. Pinochet, qui se sent de plus en plus isolé sur le plan international, voudrait que l'on croit à un «geste magnanime» montrant les «bonnes dispositions» du gouvernement fasciste chilien. Mais il ne peut tromper personne : il y a encore au moins quatre mille détenus politiques au Chili dans des conditions atroces, sans compter quelques mille cinq cents «disparus» après leur arrestation.

● **ÉTATS UNIS** : Seize usines de la Général Motors sont en grève depuis jeudi matin, à la suite d'une impasse dans des négociations pour une nouvelle convention collective des trois cent quatre vingt dix mille ouvriers de la société. La grève pourrait toucher une centaine d'autres centres d'assemblages de la société dans vingt et un États. Les ouvriers veulent des améliorations de salaires et de leurs conditions de travail.

MOZAMBIQUE : VIGILANCE DES PAYS DE PREMIÈRE LIGNE

Le ministre tanzanien de l'intérieur a déclaré vendredi que les pays de première ligne (voisins du Zimbabwe) se sont mis d'accord sur une stratégie commune contre les attaques des racistes de Rhodésie. Ils envisagent un programme de défense commun sans attendre de nouvelles agressions.

Le ministre tanzanien a ajouté que les provocations du régime de Smith contre le Mozambique visaient à démoraliser la population et à internationaliser la guerre «afin de permettre à Smith d'obtenir de la sympathie des pays qui soutiennent son régime illégal».

L'agence de presse du Mozambique annonce que les racistes ont lancé une nouvelle opération et que des combats se poursuivent dans la région méridionale. Les troupes de Smith ont attaqué un village à l'artillerie lourde. L'armée mozambicaine a riposté, détruisant une voiture blindée rhodésienne.

ESPAGNE : ARRESTATIONS DE MILITANTS BASQUES

Alors que Carillo, dirigeant du parti révisionniste espagnol circule à Madrid dans une clandestinité toute relative, une centaine de militants basques réunis dans un couvent ont été arrêtés dimanche. Une récente circulaire de la police recommandait une répression prioritaire contre les révolutionnaires et les «séparatistes». Quand au parti-révisionniste, le comte de Motrico, un des partisans les plus décidés de l'ouverture du régime, a déclaré samedi à la télévision française qu'il fallait l'intégrer au jeu politique en le «dédramatisant».

HASSAN II CHEZ GISCARD

Une campagne publicitaire pour Hassan II

La visite d'Hassan est le prétexte d'une vaste campagne de propagande en faveur de son pouvoir réactionnaire et féodal : il a multiplié les interviews : radioscopie, télévision, presse écrite.

C'est ainsi qu'il a pu présenter la situation au Sahara comme favorable à son armée d'agression, prétendant qu'elle «tient bien la situation en main».

Il est allé encore plus loin dans le Figaro où Michel Droit a feint de croire qu'il n'y avait pas de guerre au Sahara et que la «marche verte» avait été un «moyen

d'action pacifique» ! Il a fait l'éloge du «pluripartisme» marocain, oubliant de préciser que la liberté ne s'applique qu'à ceux qui collaborent avec son régime. Enfin il s'est montré partisan fanatique de l'impérialisme culturel, réclamant des coopérants français de meilleur niveau et affirmant «la langue française constitue pour nous une discipline et un instrument de raisonnement irremplaçables».

Le guignol royal en a fait trop, sa représentation n'aura guère de succès devant le peuple français !



15 ANS DE POUVOIR D'HASSAN, 15 ANS DE LUTTE

Dans une interview, Hassan II a prétendu que le Maroc surmonterait ses difficultés économiques «grâce au dynamisme du peuple», ce qui signifie que les travailleurs doivent selon lui subir les conséquences des exigences des impérialistes qui investissent au Maroc, mais aussi de sa guerre expansionniste contre le peuple sahraoui qu'il prétend faire financer par l'emprunt forcé qu'il a lancé en juillet. Mais les ouvriers et les paysans ont montré cet été par de nombreux mouvements de résistance qu'ils refusaient cette extorsion de fonds, alors que les salaires sont bloqués et que le taux de l'inflation atteint 35 à 40 %.

En fait, depuis le début du règne d'Hassan II, les luttes des ouvriers contre l'exploitation et des paysans contre les confiscations de terres au profit des féodaux et des sociétés étrangères comme King Ranch n'ont jamais cessé malgré la répression et l'existence de syndicats dont les directions sont dévouées au pouvoir.

LIBAN

Israël menace la Syrie et bombarde le Sud-Liban

Alors que les «forces de paix» arabes ont pris position à Tripoli et à Saïda, Israël multiplie ses mises en garde à la Syrie : le ministre de la défense de l'État sioniste a rappelé que la présence des «casques verts» au Sud de la rivière Litani serait considérée comme une menace à la sécurité d'Israël. Il a déclaré qu'il n'était pas question de tolérer «une armée non libanaise ou de groupes armés palestiniens au proche voisinage de sa frontière». Dimanche, l'artillerie sioniste a bombardé plusieurs camps palestiniens au Sud-Liban.

Les «forces de paix» arabes sont entrées dans Tripoli et Saïda, dimanche. Mais des tirs d'artillerie se sont produits venant de Zghorta, un fief tenu par les forces d'extrême droite de Franglé. Dans une émission télévisée à l'occasion de la célébration du 33^e anniversaire de l'indépendance du Liban, Sarkis a déclaré : «La

force de paix arabe accomplit sa fonction dans les diverses provinces du Liban, et a imposé la sécurité partout où elle s'est déployée, avec l'appui de toutes les parties».

Cependant, les «casques verts» se sont arrêtés à cinq kilomètres environ au Sud de Saïda, à la raffinerie de Zahrani, et les seuls contingents prêts à dépasser ce point pour prendre discrètement position dans le port de Tyr semblent devoir être des éléments de la Saïka. Le commandant des combattants palestiniens de Tyr a souligné que le refus des «forces de paix» de franchir la «ligne rouge» du Litani, laissait aux fascistes le contrôle de la zone frontalière qui sépare les bases palestiniennes de l'Arkoub de l'État sioniste d'Israël.

A l'avant garde de ces luttes se placent les mineurs de Khouribga (phosphate) : au cours de leur grève de 50 jours en 1968, ils obtiennent la satisfaction de leurs revendications et la libération des grévistes arrêtés. Ils rentrent à nouveau en lutte en 1971 : pendant 75 jours, c'est la lutte la plus dure et la plus longue de l'histoire de la classe ouvrière marocaine ; ils sont également en grève en 1975 au moment de la visite de Giscard. En 1973, c'est la grève générale des cheminots ; en avril 1974, une importante vague de luttes, dans les mines, les docks, le textile et la mécanique.

Ces mêmes années, les paysans résistent aux confiscations de terres par des occupations et des soulèvements : c'est le cas de la tribu des Ouled Khalifa en 1970.

La marche verte organisée il y a un an par Hassan II était destinée bien sûr à cimenter l'«unité» nationale dans la course au phosphate et à élargir à de nouvelles couches de la bourgeoisie la base sociale de son régime, mais il voulait également encadrer et occuper les chômeurs, leur promettant des emplois et des terres s'ils participaient à la marche : mais à la fin de cette grande opération démagogique, le régime dut employer la répression contre la révolte de ceux qu'il avait trompés. Pendant la marche de nombreuses manifestations contre le pouvoir, avec des mots d'ordre contre le chômage, la démagogie, pour la libération des prisonniers politiques, alors qu'Ali Yata, dirigeant du parti révisionniste, dénonce les révolutionnaires comme «provocateurs». Pendant le déroulement même de la

marche, des luttes ouvrières se poursuivent : celle des travailleurs de l'usine textile de Bromar qui entrent en lutte le 15 octobre après 16 licenciements, celle des caoutchoucs du Maroc et celle des transports de Casablanca.

L'année 1976 verra également se développer de nouvelles luttes : grèves des ouvriers agricoles de l'entrepris d'Etat SODEA pour l'augmentation de leurs salaires et contre leurs conditions de travail (4 heures de transport à pied et 9 heures de travail), grève des mineurs de la région d'Oujda contre les licenciements et la répression du syndicalisme. Conçue pour tromper les masses, la guerre d'Hassan II contre le peuple marocain ne fait qu'aggraver leurs conditions de vie et augmenter leur colère.

INFORMATIONS SUR LA RÉPRESSION

Actuellement au Maroc, malgré toutes les promesses et la «libéralisation»,
DEMEURENT EN PRISON
o Ceux qui purgent des peines allant jusqu'à la détention perpétuelle :

- Une centaine de militants de l'UNFP dans diverses prisons dont Kénitra, Fès.
- Vingt militants marxistes-léninistes à la prison de Kénitra.

o Ceux qui attendent d'être jugés depuis 1974 :

- Deux cent quarante deux militants marxistes-léninistes dans les prisons de Casablanca (Ain Borja et prison civile), dont six femmes - parmi elles, une Italienne de soixante trois ans - et les camarades Serfaty, Nouda, Chichah et Azahr.

ONT DISPARU
DEPUIS 1973

Sans qu'aucun témoignage ait pu donner le moindre

indication sur leur sort, une dizaine de personnes, dont El Manouzi El Houcine, militant de l'UNFP, kidnappé à Tunis en 1972, évadé en 1975 et repris et sans nouvelles depuis lors.

SONT MORTS

Au camp de détention d'Anfa, comme l'ont prouvé les témoignages de leurs camarades détenus : Abidi Mohamed, Chtouki Lahcen, Mouha Ouhamou, Ait Ouhaman Mohamed, tous militants du mouvement du 3 mars.

A l'hôpital Avicenne, à la suite des tortures subies à Moulay Chérif, centre principal de détention secrète et de torture de Casablanca, Zeroual Abdelaatif, militant d'Illal Amam, fait prouvé par plusieurs témoignages et finalement reconnu, pour la première fois officiellement, par la police marocaine elle-même.

ONT ÉTÉ ARRÊTÉS AU
COURS DE L'ÉTÉ 76
ET CES DERNIÈRES
SEMAINES

Quatre vingt quatre ouvriers marocains syndicalistes à leur rentrée au Maroc.

Des étudiants dont tout récemment Sekkat, membre du comité exécutif de l'UNEM.

TOUS SONT TORTURÉS
SYSTEMATIQUEMENT

Bastonnade, perchoir du perroquet, électricité, étouffement, viols.

Tout progressiste se doit de dénoncer ces faits et de réclamer l'amnistie générale pour tous les détenus politiques au Maroc.

COMITE DE LUTTE
CONTRE LA RÉPRESSION
AU MAROC
79 930 GURVILLE

INTERNATIONAL

APRÈS LE SUCCÈS ÉLECTORAL DU PARTI QUÉBÉCOIS -3-

POLITIKES DE DIVISION
ET UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

FIN

Que le projet de séparation du Québec se concrétise ou non (le projet de toute façon n'est pas réalisable avant au moins deux ans et il ne peut que devenir un projet d'Etat libre-associé), la venue du P.Q. au pouvoir doit être vue comme une manœuvre de la bourgeoisie pour retarder le développement du mouvement ouvrier, pour l'assujettir à la politique bourgeoise et pour détourner l'unité du prolétariat canadien qui commence à prendre forme dans la lutte contre la crise bourgeoise.

René Levesque et le P.Q. apparaissent comme les

mieux placés pour affaiblir la volonté de lutte de la classe ouvrière par sa politique réformiste et par la récupération de l'aspiration du peuple québécois au respect des droits nationaux. Car René Levesque, tout en évitant durant la campagne électorale de prendre parti pour les mesures répressives que Bourassa préconisait bruyamment, a voté jusqu'à présent toutes les lois répressives, le blocage des salaires et déclare vouloir «jouer le rôle du modérateur et d'arbitre suprême qui est celui de tout gouvernement responsable».

Depuis le début de l'année, la bourgeoisie canadienne a multiplié les manœuvres pour diviser le prolétariat qui forge de plus en plus son unité dans l'offensive contre les mesures de crise. Alors qu'auparavant, les travailleurs manifestaient et luttaient séparément, l'unité s'est faite à plusieurs reprises : le 22 mars dernier, vingt mille travailleurs tant du Québec que du reste du Canada ont protesté devant le parlement fédéral à Ottawa ; les ouvriers de l'ALCAN au Saguenay Lac St Jean allaient renforcer les piquets de leurs camarades de Kitchik en Colombie-Britannique ; le succès de la grève générale du 14 octobre dernier dans tout le pays a une signification historique : elle porte un coup sans précédent à la division que la bourgeoisie a longtemps maintenue en s'appuyant sur l'oppression nationale du Québec.

Autant la bourgeoisie canadienne que l'impérialisme américain tirent profit des divisions linguistiques, culturelles ou politiques entre le Québec et le reste du Canada, soit que leurs intérêts convergent, soit que leurs intérêts rivalisent et que l'un l'emporte sur l'autre selon la période. On peut

donner comme exemple que les ouvriers du Québec reçoivent souvent un salaire deux fois inférieur à celui d'ouvriers ontariens pour le même travail, les travailleurs québécois sont le plus souvent obligés de travailler en anglais, de recevoir instructions et ordres en anglais ; on nous refuse de fait nos droits linguistiques, nos droits culturels : la politique de l'éducation favorise plutôt le développement des écoles anglophones, ou l'insertion des travailleurs immigrés au groupe anglophone ce qui se reflète au niveau des écoles, du travail, etc.

La bourgeoisie canadienne et l'impérialisme américain ont tout intérêt à maintenir cette division, bien qu'elle puisse se manifester différemment en cette période. L'impérialisme américain soutient plus facilement le P.Q. à l'heure actuelle, ce qui implique qu'il tend à opposer le Québec au reste du Canada et qu'il s'appuie sur la division des travailleurs canadiens. De son côté, le gouvernement fédéral a encouragé la menace de grève chauvine des contrôleurs aériens anglophones contre la juste revendication d'utiliser le français dans les aéroports

du Québec. Le Parti Québécois va dans le même sens de division des travailleurs, fait significatif : il a financé des messages publicitaires radiophoniques utilisant les revendications légitimes des contrôleurs aériens pour faire mousser son projet bourgeois et cela, le jour même de la grève générale au Canada, le 14 octobre.

UNE MANOEUVRE
POLITIQUE ?

D'ailleurs, l'attitude du gouvernement fédéral vis-à-vis du P.Q. n'a pas été, dans cette campagne, de franche opposition : il n'a pratiquement pas utilisé les moyens qu'il mettait régulièrement en œuvre auparavant à chaque élection, contre les partis «indépendantistes» : campagnes d'intoxication et d'intimidation spectaculaires, truquage quasi-officiel des urnes, charcutage électoral...

Malgré certaines déclarations «dures» de ministres du cabinet Trudeau face au succès du P.Q., les milieux d'affaires canadiens et la bourse n'ont pas noté de baisse sensible après la victoire du P.Q.. De son côté, l'impérialisme américain a simplement déclaré

que la victoire du P.Q. ferait plus de tort au gouvernement Trudeau qu'à la constitution canadienne. Le groupe Rockefeller lui-même entretient depuis longtemps de bonnes relations avec René Levesque qui se rend régulièrement à New-York pour rassurer l'impérialisme et planifier la politique économique à mettre en place au Québec.

La bourgeoisie canadienne a été jusqu'ici incapable de gouverner sans diviser, s'appuyant plus particulièrement sur l'oppression nationale du Québec pour développer son économie. Face à l'unité du mouvement ouvrier et face aux pressions impérialistes devant la politique «nationaliste» canadienne, face à la crise interne de la bourgeoisie sur l'unité canadienne, le gouvernement central a peut-être tenté une nouvelle carte en «retenant neutre» dans ces élections pour mieux garder ses monopoles au Québec plutôt que de laisser la place à l'impérialisme US.

Nous avons beaucoup parlé des manœuvres de la bourgeoisie, de ses contradictions. Mais le facteur décisif dans cette évolution,

c'est bel et bien la classe ouvrière qui le détermine.

Or, depuis quelques années, dans un contexte de crise, le fait nouveau, c'est le développement du mouvement ouvrier et tout particulièrement de son unité au-delà de la vieille division entre anglophone et francophones. L'apparition d'un jeune mouvement marxiste-léniniste est un signe des temps et un facteur important pour le développement de cette unité.

Si l'arrivée au pouvoir du P.Q. est un facteur de division des travailleurs canadiens, ce n'est pas sûr que cela réussisse. Les premières formes d'unité prolétarienne sont assez significatives et caractérisent bien le développement de la conscience de classe.

BREJNEV :
APRÈS BELGRADE,
BUCAREST

Brejnev doit s'entretenir aujourd'hui à Bucarest, où il est arrivé lundi, avec Ceausescu, avant de participer, jeudi, à un sommet du Pacte de Varsovie, le premier depuis deux ans et demi, dans la capitale roumaine.

En se rendant en Roumanie sitôt après sa rencontre avec Tito, et quelques jours après avoir reçu Gierk, le leader polonais, Brejnev se livre à une véritable course à la vitesse avec les pays occidentaux pour essayer de ramener ces deux états dans le giron soviétique. L'URSS tente d'imposer sa loi aux pays de l'Europe de l'Est à la

faveur notamment de traités de «coopération», qu'elle veut faire payer par une vassalité accrue. Récemment, elle imposait à la Pologne, plongée dans la crise économique, un accord commercial qui tient lieu d'obligation d'achat pour dix ans. En Yougoslavie, elle est devenue, depuis 75, le premier partenaire économique et a posé des jalons pour prévenir l'avancée de la pénétration des USA par la CEE interposée. En Roumanie, elle s'impose alors que cet état vient de signer avec les USA un accord de coopération économique, industrielle et technique sur dix ans, le plus important

signé entre les USA et un pays de l'Est ; cependant la Roumanie a du mal à faire face à l'endettement de près de 3 milliards de dollars qu'elle a contracté auprès des pays occidentaux.

Alors qu'elle a toujours refusé la création d'un organisme politique permanent des pays membre du Pacte de Varsovie, et qu'elle avait pris depuis plusieurs années ses distances par rapport à cet organisme en refusant d'y envoyer des troupes pour participer aux manœuvres, le fait que le prochain sommet de cette organisation militaire contrôlée par Moscou, se tienne deux jours après

les entretiens Ceausescu-Brejnev, est révélateur des pressions que l'URSS est décidée à exercer sur la Roumanie, dans le cadre de la rivalité avec les États-Unis, pour le partage de l'Europe.

● INGÉRENCES SOVIÉTIQUES DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES : Après la Norvège, le Danemark vient, à son tour, de protester auprès de l'Union Soviétique contre le brouillage des communications radio-ouest-européennes à

● IRLANDE : La manifestation organisée par les pacifistes à Belfast a donné lieu de la part de Sinn Féin et du comité d'action des familles de prisonniers républicains à une contre-manifestation combative devant l'église St Michel. Le «mouvement pour la paix» mobilise de moins en moins de personnes et ses dernières initiatives se sont soldées par un échec total.

ondes courtes, auquel elle se livre. En effet, les signaux d'une puissante station soviétique ont gravement interféré à plusieurs reprises avec les communications de navigation et commerciales entre le Danemark, le Groëland et toute l'Europe occidentale.

● EGYPTE : Le pétrole est devenu une des principales sources de revenus pour l'Égypte, depuis qu'elle a récupéré, en novembre 75 les champs pétrolifères du Sinaï confisqués par les agresseurs sionistes. L'Égypte produit actuellement trois cent cinquante mille barils par jour, dont elle consomme cent soixante mille et exporte le reste. À la fin de cette année, ces exportations lui rapporteront plus de cent millions de livres, a déclaré à l'occasion de la «journée du pétrole» le ministre égyptien du pétrole, qui a ajouté que le développement des ressources locales, particulièrement le pétrole, revêtait une grande importance politique.

LA LUTTE ACTUELLE EN CHINE

Gabriel FERREOL

-1-

Aujourd'hui, sans démentir évidemment les fausses nouvelles qu'elle a copieusement répandues dans un premier temps, la grande presse ne cherche plus tellement à démontrer que «la droite» aurait pris le pouvoir en Chine. Le petit groupe de journalistes français, qui ont fait récemment un voyage en Chine, s'orientent, à longueur de colonnes, chacun à sa manière, vers une présentation plus insidieuse de la réalité : les masses seraient au fond assez indifférentes à la lutte qui s'est déroulée au sein de l'organisme dirigeant

du Parti. Incapables d'en saisir les termes réels, elles se contenteraient de prendre pour argent comptant et de répéter les explications sommaires voire grossières qu'on veut bien lui donner. Bref, elles se placeraient, avec philosophie, du côté du plus fort.

En fait toutes les nouvelles et tous les témoignages nombreux qui nous viennent de Chine montrent au contraire que la critique et la dénonciation de la ligne et de la pratique des quatre revêt une grande ampleur et

mobilise très largement le Parti et les masses. Dans le cours de cette grande lutte politique, c'est la connaissance du révisionnisme et la maîtrise des moyens pour le combattre qui s'approfondit à nouveau. En quoi la ligne suivie par les quatre était-elle révisionniste ? Par quels moyens particuliers entendaient-ils usurper le pouvoir dans le Parti et dans l'Etat et restaurer le capitalisme en Chine ? Quelles étaient les fondements idéologiques de leur pratique politique ? Comment ont-ils pu se faufiler à des postes dirigeants dans le Parti ?

Dès que les rumeurs se sont répandues, avant même toute déclaration du Parti Communiste Chinois, sur la nomination de Houa Kouo Feng à la tête du Comité Central et la destitution de quatre membres du Bureau Politique, — Wang, Tchang, Kiang et Yao — la presse bourgeoise s'est empressée de conclure à une victoire de la «droite», annonçant même que le retour au pouvoir de Teng Siao-ping était imminent, la lutte contre le déviationnisme de droite abandonnée et qu'un rapprochement avec l'Union Soviétique s'amorçait. L'argument principal, c'était, au fond, que les quatre représentaient la «gauche» au sein du Bureau Politique et que leur destitution après la disparition de Mao Tsé-toung ne pouvait signifier que la revanche et la victoire d'une droite longtemps contenue par Mao Tsé-toung, depuis la Révolution Culturelle. Cette réaction n'a rien d'étonnant : depuis que le Parti Communiste Chinois est apparu nettement comme le principal bastion du marxisme-léninisme face au révisionnisme moderne, les «observateurs» n'ont pas cessé de guetter et, prenant leurs désirs pour des réalités, d'interpréter toute lutte importante dans le Parti Communiste Chinois comme le signe possible d'une évolution, enfin engagée, semblable à celle du Parti Communiste d'Union Soviétique après la mort de Staline.

révisionnisme. Et finalement, seuls les cadres apparus dans le cours de la Révolution Culturelle seraient de bons cadres, des révolutionnaires authentiques.

QUELLE CONCEPTION DE LA RÉVOLUTION CULTURELLE ?

Mais cette conception élitiste de la Révolution Culturelle ne résiste pas à l'examen des faits. La décision de déclencher la Révolution Culturelle est l'aboutissement de toute la lutte menée par le Parti Communiste Chinois et son Comité Central, depuis 1949, pour fixer nettement l'enjeu de toute la période historique du socialisme, et, en tirant le bilan de l'expérience de la dictature du prolétariat en URSS et en Chine, prendre pour axe la poursuite de la lutte des classes sous le socialisme. Elle est «une grande révolution politique que le prolétariat mène contre la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses, la continuation de la longue lutte qui oppose le Parti Communiste Chinois, ainsi que les masses populaires révolutionnaires qu'il dirige, à la réaction kuomintanienne, la continuation de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie» (citation de Mao Tsé-toung dans le rapport du IX^e Congrès).

La nécessité de la Révolution Culturelle a été, sur la base de la pratique révolutionnaire de l'ensemble du PCC, établie par son Comité Central, avec à sa tête Mao Tsé-toung qui l'a synthétisée, formulée et dirigée personnellement. Il avait indiqué, en février 1967 : «Dans le passé, nous avons mené la lutte dans les campagnes, les usines, les milieux culturels, entrepris le mouvement d'éducation socialiste, sans parvenir pour autant à résoudre le problème, parce que nous n'avions pas trouvé une forme, une méthode permettant de mobiliser les larges masses ouvertement, dans tous les domaines, à partir de la base, pour qu'elles dénoncent notre côté sombre».

La forme qui a été trouvée, c'est la Révolution Culturelle. Il s'agit pour le Parti de mobiliser les masses, afin qu'elles dénoncent les aspects révisionnistes, les germes de restauration du capitalisme qui existent dans le Parti. Et c'est tout le Parti qui doit prendre en mains et diriger cette révolution. La circulaire du 16 mai 1966, qui a joué un rôle si important dans le développement de la Révolution Culturelle, est une circulaire du Comité Central, et elle s'adresse explicitement à différents échelons de direction du Parti (bureaux régionaux du CC, comités provinciaux, etc...).

Dans la décision du Comité Central du 8 août 1966, il est indiqué que «le mouvement en cours vise principalement les responsables du Parti engagés dans la voie capitaliste» et qu'ils sont «une poignée». Elle part du point de vue que parmi les cadres du Parti «ceux qui sont bons et relativement bons constituent la grande majorité». Elle ajoute : «La direction du Parti doit exceller à découvrir la gauche, développer et renforcer les rangs de la gauche et s'appuyer résolument sur la gauche

révolutionnaire. C'est seulement ainsi que l'on pourra, au cours du mouvement, isoler complètement les éléments de droite les plus réactionnaires, gagner les éléments du centre, unir la grande majorité et finalement réaliser, par ce mouvement, l'unité de plus de 95% des cadres et plus de 95% des masses».

Il faut s'arrêter sur cette notion de gauche révolutionnaire, car c'est à partir de là que le groupe des quatre a pu se présenter et être représenté comme formant la «gauche» au sein du Bureau Politique.

Au moment du déclenchement de la Révolution Culturelle, la gauche révolutionnaire, c'est dans le Parti tous ceux qui «se tiennent au premier rang du mouvement et osent mobiliser sans réserve les masses» contre le révisionnisme. Il faut noter d'abord que cette gauche existe déjà dans le Parti, qu'elle est seulement révélée, mise à jour et non pas magiquement suscitée par la Révolution Culturelle. Elle se définit par sa position et sa pratique à un moment donné de la lutte entre les deux voies. Et le critère essentiel, c'est en définitive sa capacité à réaliser, dans le cours du mouvement, l'unité de plus de 95% des cadres sur les positions révolutionnaires. En définitive, à l'issue du mouvement, ce sont plus de 95% des cadres qui doivent s'approprier effectivement les positions révolutionnaires et constituer la gauche, face à une minorité de droitiers qui auront été délimités et isolés dans le cours du mouvement et à qui est laissée une issue pour se rééduquer.

Cette volonté et cette capacité d'unifier par la lutte tout le Parti, et, autour de lui, les masses, Mao Tsé-toung la fonde sur une position de classe essentielle : «Le prolétariat est la classe la plus prestigieuse dans l'histoire de l'humanité, la plus puissante classe révolutionnaire au point de vue idéologique et politique et de la force ; il peut et il doit unir autour de lui l'écrasante majorité afin d'isoler au maximum et d'attaquer la poignée d'ennemis».

LA TRIPLE UNION

En fait la gauche dans le Parti se définit, à un moment donné, par rapport à une lutte déterminée qui se déclenche. Mais ceux qui, à ce moment-là, jouent le rôle le plus positif dans le Parti ne sont nullement, de ce fait-là, automatiquement caractérisés comme porteurs une fois pour toutes de la ligne juste. Le mouvement, la lutte trempent, transforment l'ensemble du Parti : et dans le cours sinueux de la lutte, certains qui paraissaient jouer un rôle d'avant-garde au début, peuvent fléchir, dégénérer, alors que d'autres, moins avancés au départ, peuvent progressivement se porter à l'avant-garde du mouvement. Mao, dès 1943, avait indiqué, à propos de la conduite du mouvement de rectification : «Dans la majorité des cas, le groupe dirigeant ne doit ni peut rester immuable dans sa composition du début à la fin d'une grande lutte ; il faut promouvoir continuellement les éléments actifs qui se sont distingués au cours de la lutte et les substi-

tuer aux membres du groupe dirigeant qui sont comparativement moins qualifiés ou qui ont dégénéré».

En fin de compte, c'est l'ensemble des membres du Parti, dans leur immense majorité, qui ont été transformés par la Révolution Culturelle. C'est ce qu'indique le rapport adopté par le IX^e Congrès :

«La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est un mouvement de consolidation du Parti, d'une ampleur et d'une profondeur sans précédent dans l'histoire de notre Parti. Les organisations du Parti aux différents échelons et la masse des membres du Parti ont connu la lutte acharnée entre les deux lignes, ont passé l'épreuve d'une lutte de classes de grande envergure, et ont fait l'objet d'une vérification de la part des masses révolutionnaires au sein et en dehors du Parti. Ainsi les membres du Parti et les cadres se sont aguerris dans les tempêtes et se sont jetés dans le monde, ils ont élevé leur conscience de classe et leur conscience en ce qui concerne la lutte entre les deux lignes».

De plus, la triple union des cadres âgés, d'âge moyen et jeunes, dans les organisations du Parti et du gouvernement, à tous les échelons — ce qui est un acquis important de la Révolution Culturelle — montre avec netteté que les cadres ne peuvent nullement être étiquetés selon qu'ils sont apparus dans le cours de telle ou de telle autre lutte — pendant la Révolution Culturelle ou non — mais doivent être jugés fondamentalement sur l'ensemble de leur pratique passée, en liaison avec leurs positions et leur pratique dans la lutte présente.

Sur la base du mouvement révolutionnaire des masses, c'est, à vrai dire, l'ensemble du Parti Communiste Chinois qui a continué à se forger dans le cours de la Révolution Culturelle et en concentre les acquis — et non pas une infime minorité qui tiendrait, on le sait d'où, ce privilège d'héritiers exclusifs. Et c'est tout le Parti, à travers le IX^e et le X^e Congrès, qui, en élisant le Comité Central juge souverainement des cadres, à qui il faut confier la tâche de diriger le Parti, en se fondant sur l'examen de leur pratique révolutionnaire.

C'est tomber dans une conception métaphysique, bourgeoise de la lutte entre les deux voies dans le Parti que de diviser les membres du Parti en bons et mauvais camarades, que de les cataloguer une fois pour toutes, à partir d'un moment donné dans la vie du Parti. Et c'est une conception élitiste, ultra-réactionnaire, quand elle en arrive à prétendre que la ligne juste serait le monopole — d'une infime minorité de cadres.

A partir du moment où l'on rejette ces conceptions, une nouvelle question peut se poser : comment les quatre, qui sont stigmatisés à présent, comme des représentants typiques de la bourgeoisie au sein du Parti, ont pu, dans le cours de la Révolution Culturelle et par la suite, être portés par le Parti à de si hautes responsabilités : cette question exige d'envisager plus en profondeur la réalité de la lutte entre les deux voies, les deux lignes et les deux classes au sein du Parti Communiste.

LES «QUATRE» ET LA RÉVOLUTION CULTURELLE

L'argument, «les quatre, c'était la gauche» reposait d'abord sur le fait que les quatre avaient en commun d'être parvenus à des hautes responsabilités dans le Parti, dans le cours de la Révolution Culturelle et, semblait-il, en raison du rôle de premier plan qu'ils y auraient joué. Sur cette base, Mao disparu, les quatre apparaissaient comme les «représentants» de la Révolution Culturelle, au sein du Bureau Politique, ceux qui en concentraient et pouvaient en défendre les acquis.

Mais pourquoi eux, et surtout eux seuls ? Il y a là, sous-jacente, toute une conception de la Révolution Culturelle opposée, en fait, à la réalité de son déroulement et aux conclusions tirées par le IX^e Congrès du PCC, en 1969.

Si la Révolution Culturelle a été effectivement déclenchée et dirigée par le président Mao, cela veut-il dire pour autant que Mao Tsé-toung serait en quelque sorte passé par-dessus le Comité Central du Parti et l'ensemble des organisations du Parti pour s'adresser aux masses et les appeler à se révolter contre le Parti ? Selon cette conception, effectivement, la Révolution Culturelle ne serait le fait que d'une poignée de révolutionnaires surgis à ce moment-là et qui se seraient dressés contre la grande majorité des cadres du Parti qui auraient été gangrenés par le

DANS NOTRE COURRIER

Châlons-sur-Marne du 23 au 27 novembre

Mardi 23 nov.	17 h	Rencontre avec J.F. Morange et A. Fertier
Chanson	21 h	Récital J.F. Morange
Mercredi 24 nov.	20 h 30	«Bonne chance la France»
Cinéma		
Jeudi 25 nov.	16 h	Rencontre avec les Editions des Femmes
Livre	21 h	Débat
Vendredi 26 nov.	20 h 30	Travail théâtral (inscription jusqu'au 23 nov. MJC)
Théâtre		
Samadi 27 nov.	14 h	Exposition - rencontre avec des graveurs. Démonstration
Arts Plastiques à 20 h		

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à la MJC du Verbeau, rue G. Barbier - Châlons-sur-Marne - Tél. (26) 68 36 37.

Cette semaine est organisée avec la participation de la Bibliothèque de Châlons, de J.F. Morange, les Editions des Femmes, Ciné-Lutte, Antoine Skaplinsk, le Front des Artistes Plasticiens.

Le Quotidien fera paraître prochainement une enquête sur la télévision

• Pourquoi l'éclatement de l'ancien ORTF. Un an après, comment fonctionne la télé Giscardienne.
• Comment les révisionnistes et les partis de gauche envisagent-ils le problème après 78 ? Quelle est leur pratique à l'intérieur de la télévision et dans les luttes qui se mènent même en son sein ?
• Les travailleurs et la télévision. Comment leurs luttes sont-elles rendues par les journaux télévisés ? Quelles émissions regardent-ils ?

Dans cette optique, nous invitons les lecteurs (travailleurs de la télé, ayant travaillé, ou simples téléspectateurs) à nous envoyer, au plus vite, leur contribution, témoignages, documents sur ce sujet.

RÉUNION DE LECTEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Jeudi 25 novembre 1976 à 20 h 30
Cité Universitaire, village 5 bâtiment AB
(Salle de travail en bas)
BORDEAUX-TALENCE

Débat proposé à partir du Quotidien du Peuple
Quel journal nous voulons ?
L'information ?



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte n° 7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

FRONT ROUGE VIENT DE PARAÎTRE

Passez vos commandes à Front Rouge
B.P. 68 75019 Paris



le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● Et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismaïl Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça brante dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Sur présentation de la carte

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

► de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

► de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

► de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

● Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

feuilleton

325.000
FRANCSde
Roger VAILLAND

Éditions Buchet Chastel

53^e épisode

Il avala deux pilules de maxiton. L'usage des dopants à base d'amphétamine d'abord pratiqué par les étudiants pendant les périodes d'exams, est devenu commun chez les ouvriers depuis les années 1948; à Bionnas, on les utilise fréquemment pour vaincre la somnolence d'après la sixième ou septième heure du travail aux presses.

Paul Morel passa vers six heures.

« Alors, content? demanda-t-il en tapant sur l'épaule de Bernard.

— J'étais en train de me demander pourquoi tu n'équipes pas toutes les machines d'un œil électronique et d'un peigne éjecteur. »

Il leva la grille, détacha le carrosse.

« Dix ouvriers suffiraient à faire marcher toute l'usine », répondit Morel.

Busard baissa la grille, trancha la carotte.

« Tu y gagnerais, dit-il. Tu expliques toujours que c'est la main-d'œuvre et les charges sociales qui te ruinent.

— Qui ruinent mon père, dit Paul Morel.

— Qui ruinent ton père », répéta Busard.

Il sépara les carrosses, les jeta dans la caisse. « Les neuf dixièmes des ouvriers seraient condamnés au chômage, dit Paul Morel.

— Forcément, dit Busard, mais je ne crois pas que ce soit ce qui vous arrête. »

Il attendit que le voyant rouge s'allumât.

Le maxiton lui avait aiguë l'esprit et il se posait des problèmes auxquels il n'avait pas l'habitude de réfléchir.

« Si vos concurrents automatisent entièrement leurs usines, poursuivit-il, ils rouleront à moins de frais que vous. Vous ne pourrez pas tenir... Tu m'as souvent dit que la concurrence t'interdisait la philanthropie... »

— ... l'interdit à mon père, interrompit Morel. Si ce n'était que moi, la maison s'en irait à l'eau.

— Tu as tout de même bien dû faire le calcul, puisque moi, qui ne suis pas dans le coup, je viens de le faire. Si vos concurrents s'automatisent... »

Il leva, détacha, baissa, trancha...

« Ton calcul est faux, dit vivement Morel.

« Une machine qui fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, doit être amortie en quatre ans.

« Si j'inscris d'un côté le salaire des ouvriers occupés à la semaine pendant ces quatre ans, et de l'autre côté le prix du dispositif d'automatisation auquel s'ajoutent le profil normal du capital supplémentaire ainsi immobilisé et le dixième du salaire précédent, à raison d'un surveillant par dix machines, je m'aperçois que c'est la presse entièrement automatique qui me fait le prix de revient le plus élevé. C'est un peu difficile à comprendre... »

— Je crois que je comprends », dit Busard.

Il sépara, jeta, attendit...

Paul Morel désigna d'un mouvement du pouce la machine qui éjectait l'un après l'autre, avec un petit bruit mat, les gobelets du bleu qu'on dit d'email.

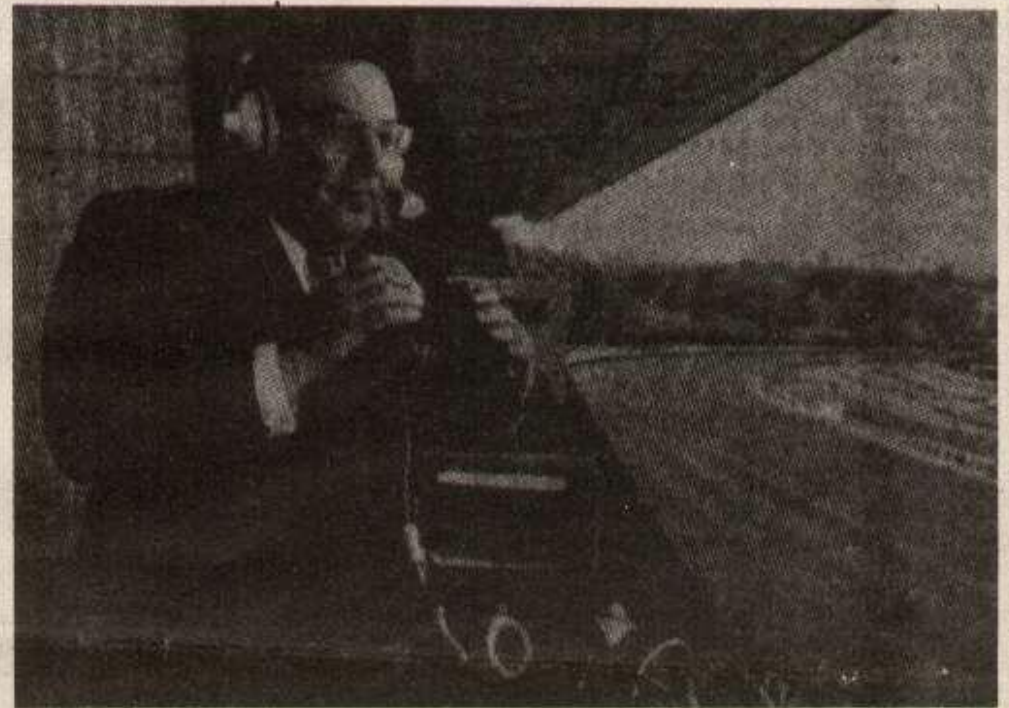
« J'ai fait le calcul pour cette presse. Si j'inclus dans le prix de revient une part des frais généraux de l'usine proportionnelle au capital investi dans la machine, je m'aperçois que je perds dix centimes par gobelet.

DIMANCHE SOIR SUR TF 1

ZITRONE
LE VIEUX ROUTIER
DES TÊTES COURONNÉES

Léon Zitrone est un des monstres sacrés de la télévision. Avec sa voix de basse, sa silhouette de chanoine, sa bonhomie et son gros bon sens, il aurait fait un excellent prédicateur à la fin du siècle dernier. Dans son auto-portrait, présenté dans l'émission de FR3 dimanche soir «l'homme en question», il disait son regret de n'avoir pu être à la Comédie Française dont il a gardé le ton solennel et vieillot ou... coureur cycliste.

Curieux éclectisme, qui après un court stage dans la profession d'avocat, le fit rentrer comme journaliste à la télévision. Et quel journaliste ! Comme il le disait lui-même, il a présenté 4 500 fois le journal télévisé, un record d'autant plus étonnant qu'il déclare «ne pas aimer la politique». Ce dégoût de la politique lui vient probablement de ses mésaventures de l'année 1962 où il fut mis à pied pour «non-conformisme politique». Comme le rappelait Philippe Tesson, rédacteur en chef du Quotidien de Paris, au cours du débat qui a suivi, Léon Zitrone, c'est une certaine conception du journalisme : le journalisme faire-valoir. Et d'ailleurs l'intéressé ne s'en cache pas : «je suis incapable de faire de la peine à qui que ce soit dans mes interviews... je respecte les idées de celui



que j'interroge», surtout quand il s'agit de têtes couronnées, de vedettes de politique ou du spectacle, qui sont devenues ses interlocuteurs favoris.

D'ailleurs Léon Zitrone n'est-il pas lui-même devenu une vedette ? Animateur d'une émission à RTL, professeur dans une école de journalisme, c'est encore lui qui présente le tiercé, les grandes cérémonies officielles (la dernière en date étant les obsèques de Franco), ou

qui interviewe (pour «Jours de France», le journal de Dassault) la princesse lointaine «dont le mariage sera l'événement mondain de la saison».

Pour lui, l'explication de cette activité débordante est toute simple : c'est «la peur de manquer», et de nous faire un petit couplet sur «son enfance malheureuse au lycée Janson persécuté par des camarades plus riches que lui». Finalement, ce qui le préoccupe le plus dans la vie, c'est son embonpoint. Pauvre Léon obligé d'avaler un sandwich en vitesse entre deux émis-

sions, pour garder la ligne ! A quand un bulletin de santé officiel pour que les téléspectateurs puissent savoir s'il a ou non dépassé la ligne fatidique des 120 kg ?

C'est à Roger Louis, ancien journaliste de la télévision, «démissionné» après mai 68 en raison de ses prises de position que nous devons la partie la plus intéressante de cette émission. Forçant Zitrone dans ses retranchements, il parvint à lui faire avouer sa conception du journalisme : «Je sers l'Etat» devait-il arriver à lui faire déclarer.

programme télé

MARDI 23 NOVEMBRE

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Anne, jour après jour. *Feuilleton.*
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - La rose d'or d'Antibes. *Emission de variété*
21 h 25 - Les provinciales
22 h 15 - Le livre du mois. *Emission littéraire qui présente des livres récemment publiés.*
23 h 15 - JOURNAL et fin

A 2

18 h 35 - Le palmarès des enfants
18 h 45 - Flash d'information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Il était une fois... la caméra invisible
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les dossiers de l'écran. *Aujourd'hui :* «Tous des chefs», un film de J.F. Delassus. Le débat portera sur les conditions de travail des cadres et leurs problèmes...
23 h 45 - Fin des émissions

FR 3

18 h 45 - Téléscope
19 h 05 - Émissions régionales
19 h 40 - Tribune libre. *Aujourd'hui, le syndicat :* l'Union des grandes écoles.
19 h 55 - JOURNAL
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Les géants de l'Ouest. *WXestern folklorique.*
21 h 50 - JOURNAL et fin

LES PECHEURS BRETONS FACE AUX CHALUTIERS RUSSES

Reportage d'Eric BREHAT

"il n'y avait pas de mouettes autour de lui ..."

-3-

Moguiriec, quartier de pêche de Morlaix, une dizaine de caseyeurs sont sur leurs béquilles, dans le port qui découvre à marée basse. Sur le quai, des pêcheurs réparent les casiers. A la différence du Conquet ou de Primel, ceux de Moguiriec travaillent par périodes de huit jours au cours desquelles ils ne rentrent pas la nuit.

«Avec l'invasion des chalutiers russes, c'est encore plus nécessaire : une fois les casiers mouillés, on reste sur place. Il y a beaucoup de travail à bord pour conditionner les crabes. En restant, on se dit que s'ils arrivent, on pourra limiter les dégâts.»

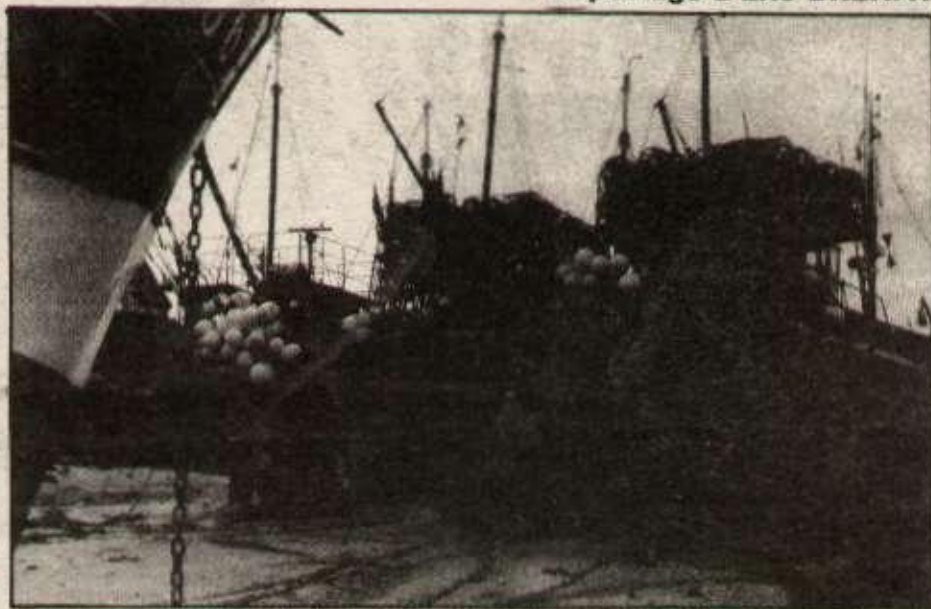
«L'inconnu» a eu de la chance, comme dit son patron, jusqu'à présent. «Nous n'avons pas perdu de matériel dans la dernière période, juste des orins coupés par leurs funes» (les orins sont les filins qui joignent les filières de casier aux bouées de signalisation, les funes sont les câbles de remorque des chalutiers). Par contre, son équipage a pu assister à un spectacle fort intéressant : «L'inconnu» s'est trouvé une fois à côté d'un chalutier russe «vivant» (remontant) son chalut : «D'abord il était énorme. A le voir comme ça, il y en avait pour plus de quarante tonnes. Mais ce n'est pas tout. Le temps était très beau, et la visibilité bonne. Pourtant, au moment où il remontait son chalut, il n'y avait pas la moindre mouette, pas le moindre goeland, pas le moindre fou de Bassan dans la Manche, non ? Lorsque le chalut est relevé, s'il a le maillage réglementaire, il y a toujours les petits poissons et les déchets qui retombent en mer. Normalement, les mouettes se précipitent. Nous n'étions pas assez pour distinguer le maillage du filet. Mais je peux affirmer autre chose : sous le chalut, la mer est restée d'huile. C'est donc que rien n'en tombait. Je suis prêt à jurer qu'un contrôle fait à ce moment là aurait montré que les chaluts n'étaient pas réglementaires, qu'ils ne laissaient absolument rien passer. Ils font directement de la farine pour bétail, sur leurs bateaux-usines. Certains disent qu'ils utilisent du poisson, ou même du crabe pour cela. Je pense quand même que s'ils ramassent du maquereau, ils n'en font pas de la farine ! Par contre, s'ils ont des cha-

luts qui retiennent tout, y compris les alevins, ce doit bien être dans ce but !»

CÉDER AUX PRESSIONS SOVIÉTIQUES

La question est grave. Elle ne concerne pas l'alimentation des mouettes, mais bien celle des hommes. Un règlement international fixe une norme minimale pour le maillage des chaluts, de façon à ce que ce mode de pêche ne compromette pas la capacité de régénération des bancs de poissons. Le maillage doit être supérieur à 65 mm. Des exceptions sont faites, en particulier pour la pêche à la crevette, dans les mers froides. Mais les chalutiers soviétiques présents dans la Manche pêchent officiellement le maquereau. Ils devraient donc avoir le maillage réglementaire. Un responsable de l'administration maritime que j'interrogeais à ce sujet répondait : «Des contrôles ont été effectués à plusieurs reprises sur des

chalutiers soviétiques relâchant dans nos ports. Ils étaient parfaitement réglementaires. On ne peut donc rien leur reprocher». C'est se faire passer pour bien naïf que de penser qu'un chalutier étranger, faisant partie d'une flotille, garde des instruments de pêche non réglementaires au moment d'aller relâcher dans un port français ! D'autre part, les contrôles sont fort peu fréquents. A notre connaissance, un contrôle a eu lieu cette année en Baie de Seine, et un autre au mois d'août au large d'Ouessant, sans résultats. Il faut remonter à 1964 pour trouver trace d'une intervention, lors de la «guerre du hareng», en Manche centrale. Aujourd'hui, les autorités françaises se réfugient derrière les négociations européennes visant à porter à 200 milles la zones de pêche de la CEE pour justifier leur inaction totale. Cette attitude, comme celle qui aboutit à abandonner le «Concorde» en faveur de l'industrie aéronautique US, porte un nom : céder aux pressions des superpuissances.



«Les caseyeurs de Moguiriec à marée basse. On distingue les casiers et les «ballons» de repérage.»

La chaîne de vie marine

Depuis 1972, les statistiques mondiales montrent une stagnation du total de la pêche mondiale. Seule, avec le Japon, dans une moindre mesure, l'Union soviétique accroît ses pêches, au détriment d'autres pays, du Tiers-Monde de préférence. Cette pratique est évidemment contraire à la nécessité urgente de rationaliser la pêche, pour éviter de dépasser le seuil critique au delà duquel le poisson ne se régénèrera plus.

Le renouvellement des bancs de poisson est en fait l'aboutissement d'une lon-

gue chaîne biologique, divisée grossièrement en quatre stades :

1) Le phytoplancton. Il s'agit de la végétation sous-marine dont la majeure partie est sous forme de plancton.

Sa masse est inférieure à la masse végétale terrestre, mais sa capacité de renouvellement est supérieure, ce qui fait qu'il se constitue autant de phytoplancton que de végétation terrestre chaque année.

Elle peut être menacée par le rejet massif de pétrole qui empêche la lumière de filtrer sous l'eau (15 millions de tonnes de pétrole sont rejetées chaque année en mer).

2) le zooplancton, constitué de minuscules espèces animales. Sa base alimentaire est le phytoplancton. On estime qu'il s'en produit chaque année vingt milliards de tonnes.

3) Les animaux zooplanctophages. Ce sont des espèces de petite taille, se nourrissant de zooplancton. Il s'en reproduit chaque année quatre milliards de tonnes. Certaines espèces sont consommables directement, certaines petites crevettes en particulier. On estime à vingt cinq millions de tonnes la ponction qu'il est possible d'y faire annuellement. Ce domaine est relativement inexploité.

4) Les carnivores de second degré, autrement dit les poissons que nous mangeons. Au rythme actuel, les réserves seront sérieusement compromises d'ici la fin du siècle.

On voit que la connaissance du cycle marin permet d'entrevoir une exploitation beaucoup plus rationnelle des océans, du troisième niveau en particulier. La pratique actuelle des pirates industriels que sont les flotilles soviétiques vont dans le sens opposé, malgré les belles phrases. «Après moi, le déluge», toutes les bourgeoisies impérialistes agissent selon ce principe implicite.

Le pillage soviétique des mers (suite)

Le Pacifique fournit le tiers des prises soviétiques, soit 2,86 millions de tonnes.

Dans le Sud-Ouest (Australie-Est, Nouvelle Zélande) les prises sont passées de 10 000 tonnes en 71 à 74 000 tonnes en 74.

Mais c'est principalement le Japon qui est touché par le développement de la pêche soviétique. Cela a commencé en 60 et s'est accéléré en 71 : des flotilles composées en général d'un navire usine de 10 000 tonnes, d'une ou plusieurs dizaines de grands chalutiers et de cargos. Pour les petits pêcheurs japonais, les pertes sont énormes :

- Les pêcheurs d'Hokkaido ont perdu pour 40 millions de yens entre décembre et octobre 74.

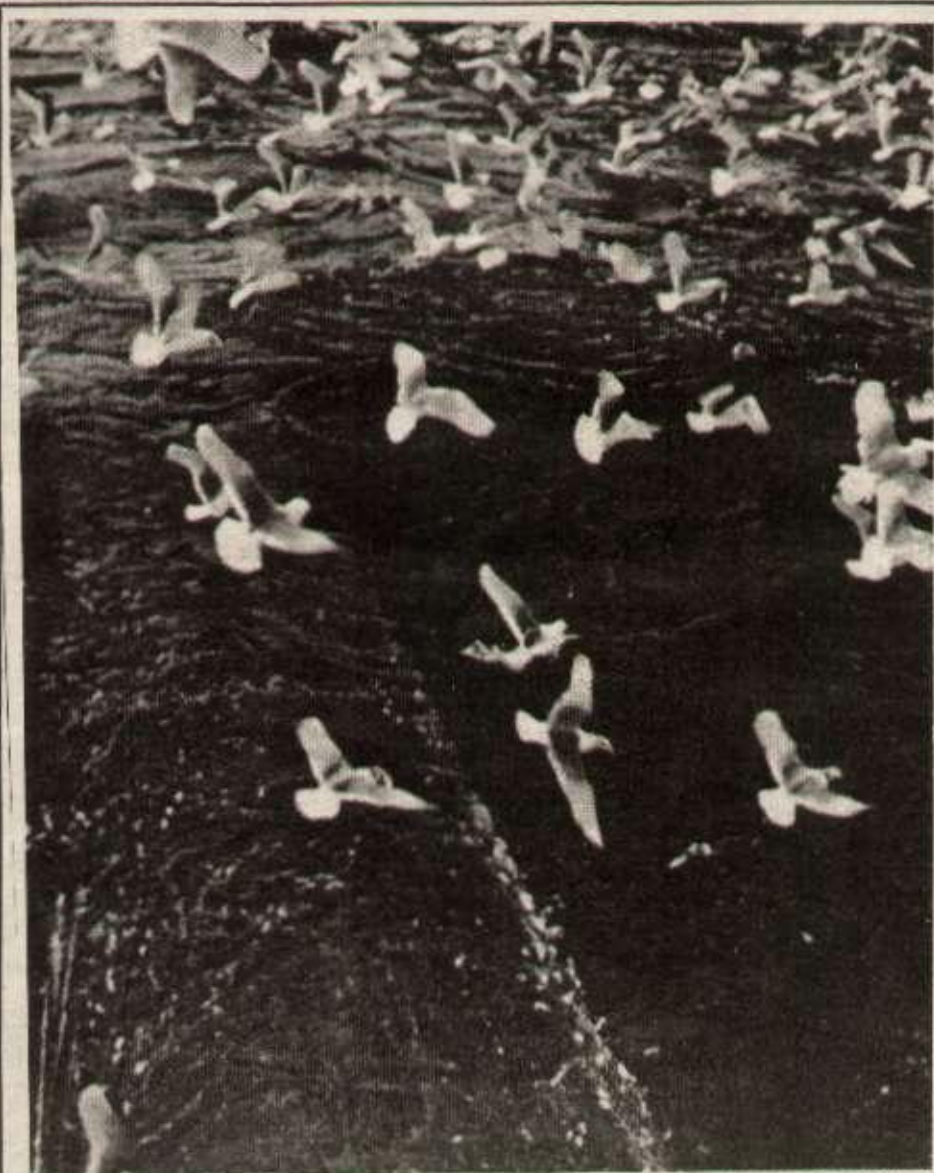
- La pollution des eaux devient très grave : dans les eaux de Choshi, les bateaux soviétiques rejettent des résidus, des ferrailles, des ordures diverses. Les zones de pêche traditionnellement riches se sont taries. Cent dix millions de yens ont été perdus par les pêcheurs locaux, et cent cinquante chalutiers ont dû être spécialement envoyés pour draguer ces déchets, l'opération a coûté quinze millions de yens.

UN CHALUTIER USINE SOVIÉTIQUE

Longueur : 224 mètres
Largeur : 28 mètres
Jauge : 44 000 tonnes

Vitesse de croisière : dix neuf nœuds (34 kilomètres-heure).

Ce navire, possédant une autonomie de quatre mois à un équipage de cent cinquante personnes dont une partie importante d'ouvrières de conserverie. Sa conserverie permet de traiter trois cent quatre vingt tonnes de poisson par jour, qui sont capturés par quatorze bateaux auxiliaires portés sur les lieux de pêche par le «bateau-mère». Ils pratiquent le chalutage pélagique et semi-pélagique, par des fonds de huit cents à mille mètres.



Un chalutier de Boulogne remonte son chalut. On voit que les mouettes savent qu'elles y trouveront pitance.